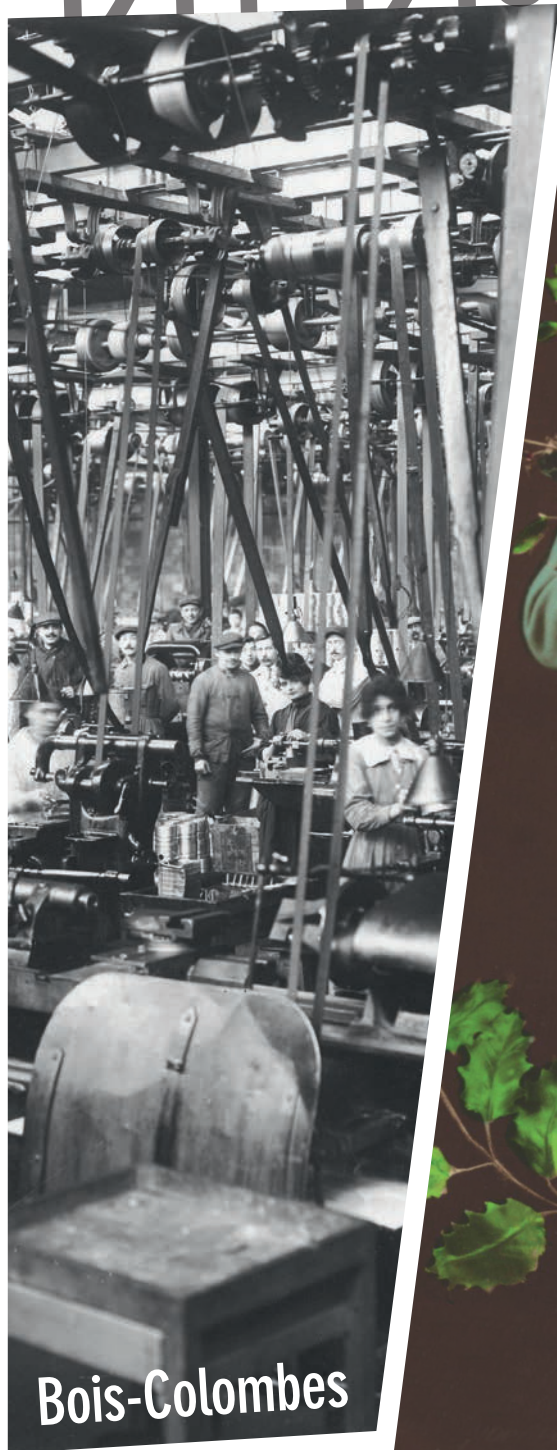


# 1914-1918

# Histoires partagées



Bois-Colombes



Colombes



La Garenne-Colombes

## Des quotidiens bouleversés par la guerre du 5 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2018

Une exposition réalisée par le service Archives-Documentation  
de la ville de Bois-Colombes







# PRÉSENTATION

Pour cette dernière année de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, les villes de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes, unies jusqu'au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, ont choisi de s'associer pour évoquer le quotidien et les difficultés de leurs habitants restés « à l'arrière » pendant le conflit.

Pour les enfants, les femmes, les personnes âgées, les réfugiés et les étrangers, pour tous ceux qui ne sont pas sur le front, la vie se transforme également dès le 1<sup>er</sup> août 1914. Se nourrir, se chauffer, s'habiller, se déplacer ou travailler... tout devient plus compliqué, de nouvelles habitudes et responsabilités voient le jour.

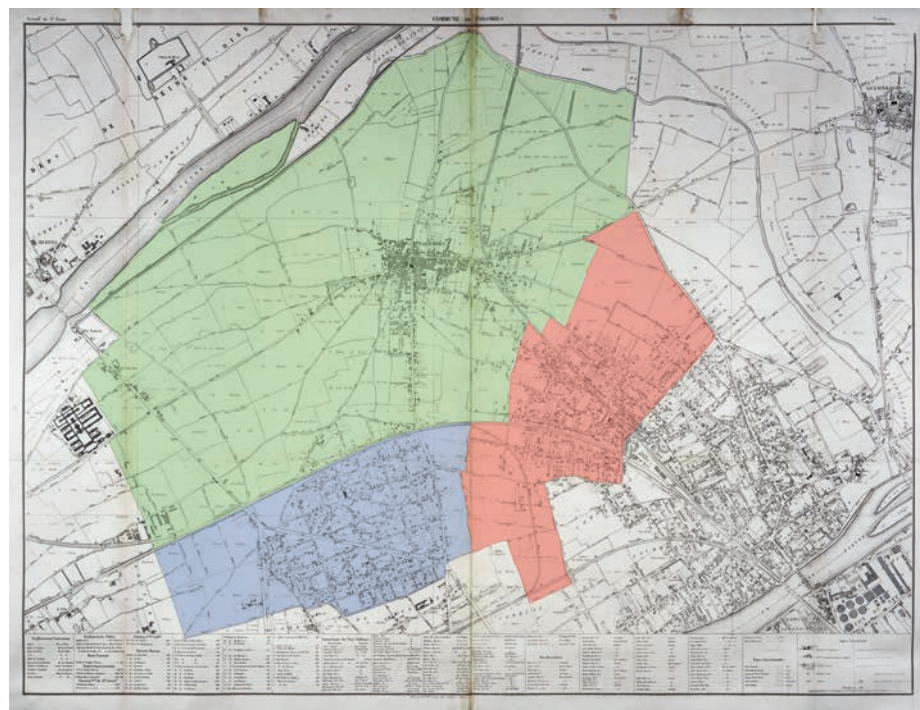
L'administration communale, les entreprises et les œuvres privées mettent en place des mesures pour accompagner la population dans ces bouleversements.

Grâce aux archives et aux objets d'époque, conservés par nos trois villes et prêtés par des particuliers, cette exposition fait revivre une époque qui n'est pas si lointaine, mais qui reste pourtant méconnue car éclipsée par les événements qui se déroulèrent sur le front.

Je tiens à remercier les villes partenaires de ce projet et tous les donateurs et prêteurs qui, depuis plusieurs années, enrichissent nos collections et nos connaissances sur cette période de l'histoire locale.

Yves Révillon,  
Maire de Bois-Colombes

Vice-président du Département des Hauts-de-Seine



Plan topographique représentant Colombes et les quartiers du Bois de Colombes et de La Garenne vers 1880  
(Archives municipales de Colombes, 2 FI 12)



# TROIS VILLES EN 1914

## Un passé commun

Jusqu'à la moitié du 19<sup>e</sup> siècle, le territoire des trois villes actuelles est caractérisé par la présence d'un bourg (actuel centre-ville de Colombes), par son faible peuplement (1 625 habitants recensés en 1816 puis 1 649 en 1851, comprenant 36 habitants dans le quartier de La Garenne et 17 dans le quartier du Bois de Colombes) et par une activité essentiellement agricole (dont l'élevage et l'horticulture).

L'aménagement progressif de 5 lignes de chemin de fer (entre 1837 et 1892) et de 6 bâtiments pouvant accueillir des voyageurs et/ou des marchandises (entre 1851 et 1897) est un tournant pour ce secteur. Il suscite, dès les années 1850, l'intérêt d'entreprises et de particuliers qui y trouvent des terrains à prix abordables et dans un environnement champêtre pour construire usines et maisons de villégiature devenant progressivement des résidences principales.

En 1896 (date de la séparation avec Colombes), la ville de Bois-Colombes dénombre 10 501 habitants pour une superficie de 1,92 km<sup>2</sup>. Colombes (7,80 km<sup>2</sup> après 1910) et la future ville de La Garenne-Colombes (créée en 1910, superficie : 1,78 km<sup>2</sup>) comptent à cette époque 16 609 habitants (dont 6 888 vivant dans le quartier de La Garenne). L'urbanisation de cette partie du territoire est en effet moins rapide.

## Quels emplois occupent les Bois-Colombiens en 1911<sup>1</sup> ?

Les employés masculins de commerce et travaillant dans les bureaux sont très présents. Ils sont suivis par les travailleurs manuels (métiers du bâtiment, de l'industrie, de l'imprimerie ou artisanat d'art) et les professions indépendantes (commerçants, quelques chefs d'entreprise et agriculteurs). Certains Bois-Colombiens occupent une profession intellectuelle supérieure (ingénieurs, architectes, etc.) ou sont artistes.

Les Bois-Colombiennes sont majoritairement sans profession. Celles qui travaillent se spécialisent dans les métiers de la mode (couturière, brodeuse ou lingère) ou sont employées de maison. Des femmes sont aussi employées de bureau, et parfois journalières à l'usine ou dans les champs.

## Un essor rapide jusqu'en 1914

**Le groupe scolaire  
rue des Champarons  
à Colombes vers 1905**  
(Archives départementales  
des Hauts-de-Seine)

L'expansion économique et démographique de ces trois villes se poursuit jusqu'à la guerre.

Il est recensé 17 241 Bois-Colombiens en 1911, 22 735 Colombiens à la même date et 11 228 Garennois en 1914. Les trois villes se composent d'une population plutôt jeune. Ainsi, les moins de 19 ans représentent plus de 30% de la population à Colombes et Bois-Colombes en 1911, et les personnes âgées de 20 à 59 ans plus de 50%.

Les commerces et les petites entreprises dans les secteurs des cosmétiques, de l'artisanat, etc. se multiplient à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et prennent le pas sur le secteur agricole. Les trois communes sont aussi marquées par l'arrivée de plusieurs entreprises d'importance à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1914.

<sup>1</sup> Etude réalisée à partir des informations déclarées par les habitants de trois rues représentatives et peuplées (avenue d'Argenteuil, rues Charles-Duflos et de la Côte Saint-Thibault - future rue Jean-Jaurès) à l'occasion du recensement de 1911.



A Colombes, des usines s'installent à proximité de la Seine (Gnome en 1895, Goodrich en 1910, ou encore Ericsson en 1911). Spécialisées dans la construction d'équipements pour différents modes de transport (train, avion, voiture) ou la production de matériel téléphonique, ces entreprises changent la physionomie du quartier. Ce phénomène est également visible à Bois-Colombes autour de la gare de marchandises de Béconles Bruyères avec l'arrivée d'Hispano-Suiza en 1914 et dans la future ville de La Garenne-Colombes avec l'installation de la société de Locomotion électrique installée en 1901.

## Le développement des services publics

L'arrivée de ces nouveaux habitants et les dispositions législatives, telles les lois Jules-Ferry de 1881 et 1882, amènent les maires à réaliser des équipements publics.

En 1914, on dénombre ainsi trois groupes scolaires et une école maternelle à Colombes, deux groupes scolaires à Bois-Colombes et deux autres à La Garenne-Colombes, aménagés à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle.

Plusieurs établissements d'enseignement privé accueillent également les enfants (comme l'école Sainte-Geneviève à La Garenne-Colombes ou l'Institution Schiffers à Bois-Colombes). La Garenne-Colombes et Colombes disposent aussi, chacune, d'une crèche en 1904.

Les lois de juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite et de juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, officialisent le rôle des communes dans l'aide aux personnes démunies, qu'elles occupaient depuis la Révolution française. Les trois villes vont ouvrir au cours du 19<sup>e</sup> siècle (pour Colombes) et en 1903 et 1910 pour Bois-Colombes et La Garenne-Colombes des bureaux de bienfaisance ou d'assistance. Ils seront notamment chargés de gérer les aides obligatoires définies par l'État. Des dispensaires médicaux et fourneaux économiques (délivrance de repas gratuits) sont aussi présents sur les trois territoires.

Un marché, un bureau de poste, un poste de police, une compagnie de sapeurs-pompiers, une brigade de gendarmes, ou encore une bibliothèque (sauf à La Garenne-Colombes), sont présents dans chacune des trois communes en 1914. Ne découlant pas d'une obligation légale, l'existence de ces services est issue d'une volonté politique locale appuyée par les habitants et dépend, pour certains, de l'État.

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre

# L'ADMINISTRATION COMMUNALE DANS LA GUERRE

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre



Création d'une milice à Colombes, 03/08/1914  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Des moyens limités

Les trois communes sont confrontées à des difficultés financières causées par l'augmentation des dépenses exceptionnelles liées au conflit (comme l'assistance) et par des difficultés à percevoir les recettes issues des taxes et impôts. Durant les quatre années de guerre, les communes préparent leurs budgets dans l'incertitude des événements à venir. Elles décident de redistribuer les crédits affectés aux frais de fonctionnement de la collectivité (comme l'entretien des bâtiments) et d'utiliser des bons communaux<sup>1</sup>, émis par la ville de Paris à partir de décembre 1914, pour assurer l'équilibre du budget communal. Pour consolider les recettes du budget, le Conseil municipal de Bois-Colombes instaure en juin 1918 une taxe de balayage<sup>2</sup>, de nouvelles taxes d'octroi<sup>3</sup>, et une taxe pour l'occupation des chaises du square de la République (appelé aujourd'hui square de-Lattre-de-Tassigny).



La mairie de Colombes vers 1900  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

La mobilisation des hommes de 21 à 51 ans, dès les premiers mois de la guerre, a un impact sur le fonctionnement de l'administration des trois communes, composée en majorité d'hommes. Jusqu'à la rentrée des classes le 2 octobre 1914, ce sont les instituteurs qui remplacent les 10 hommes mobilisés sur les 12 employés de Bois-Colombes. Des mutilés de guerre et des femmes sont ensuite recrutés pour occuper un emploi permanent ou temporaire. Les trois communes font toutefois des démarches pour conserver quelques agents mobilisables «très au courant des lois et règlements et susceptibles d'assimiler rapidement les nouvelles prescriptions» (vœux émis par les conseils municipaux de Colombes et La Garenne-Colombes en juin 1915). A Bois-Colombes, le maire Jules Collaine envoie plusieurs courriers aux autorités militaire et étatique afin de démobiliser ou de prolonger la mise en sursis d'employés communaux.

## Des missions élargies

Dès l'ordre de mobilisation générale le 1<sup>er</sup> août 1914, la commune occupe un rôle essentiel et inhabituel en temps de guerre. Le préfet de la Seine rappelle certaines obligations aux maires de banlieue parisienne dans un courrier du 2 août 1914 : «indépendamment du concours que vous devez prêter à l'autorité militaire notamment en matière de réquisition vous aurez à vous préoccuper d'une façon toute particulière de l'alimentation, de l'hygiène, de la salubrité et des services d'assistance publique». Ainsi, un service des réfugiés et un service du ravitaillement sont créés à Bois-Colombes durant la guerre. Pendant cette période, la commune a également pour mission la conservation des armes appartenant à ses administrés civils.

L'administration communale encadre aussi les initiatives de ses habitants. En 1914, La Garenne-Colombes se charge de collecter les dons en argent des Garennois en faveur des familles en difficulté, des soldats mobilisés. Colombes et La Garenne-Colombes créent aussi en août 1914 des compagnies de gardes civils ou milices composées d'habitants volontaires chargés d'assurer la protection des biens et des personnes.

## Des élus engagés

A l'instar des employés communaux, des conseillers municipaux sont également mobilisés et combattent sur le front (2 à Bois-Colombes, 4 à La Garenne-Colombes et 5 à Colombes au début de la guerre). Les élus restés à l'arrière vont, par leur action, être des interlocuteurs essentiels pour les habitants. Maires ou adjoints ont ainsi pour mission d'annoncer la disparition d'un fils, d'un frère ou d'un père. Ils sont aussi à l'écoute d'une population en difficulté, qu'ils soutiennent en mettant en place des mesures de secours par l'intermédiaire du Conseil municipal ou du Bureau de bienfaisance ou d'assistance. Un discours patriotique apparaît également rapidement au sein des conseils municipaux : énumération des soldats «morts pour la Patrie» à chaque séance du Conseil municipal à La Garenne-Colombes et nouvelles dénominations de rues à Bois-Colombes rendant hommage à la résistance de la Belgique (ex. rue de Liège et avenue Albert 1<sup>er</sup>, délibération du 21 février 1915).



Portrait de Pierre François Geoffroy, Maire de Colombes entre 1898 et 1919  
(Archives Philippe Chenebault)



Portrait de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes entre 1910 et 1919 (ANBC)



Portrait de Jean Bonal, Maire de La Garenne-Colombes entre 1910 et 1933  
(Archives municipales de la Garenne-Colombes)

«Aux heures critiques de la grande tourmente, il sut trouver, dans son ardent patriotisme, la force de surmonter et de vaincre les difficultés démesurées qui accablèrent la population dont il avait la charge. Il étendit sa sollicitude aux réfugiés des départements occupés par l'ennemi, venus en grand nombre chercher un asile et une aide dans notre région parisienne. Par la création de soupes populaires, par la distribution de secours de toute nature, par l'organisation du ravitaillement en vivres et combustibles, il atténua, dans une large mesure, les souffrances de tous.»

Hommage rendu à Jean Bonal, Maire de La Garenne-Colombes de 1910 à 1933, par le Président du Conseil général de la Seine lors de ses obsèques en 1933 (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

<sup>1</sup> Forme d'emprunt remboursable dans un délai d'un an à partir de l'émission des bons et à un taux d'intérêt inférieur à 6%.

<sup>2</sup> Taxe perçue pour couvrir les dépenses de balayage des voies publiques.

<sup>3</sup> Contribution à l'importation de marchandises dans la ville.



# L'ÉCONOMIE DANS LA GUERRE

## L'économie locale au début du 20<sup>e</sup> siècle

Une enquête menée entre 1904 et 1905 détaille les activités économiques alors représentées dans les trois villes. A Bois-Colombes, l'horticulture constitue le domaine prédominant, même si l'industrie se développe peu à peu (l'usine de cosmétiques Guerlain s'y installe en 1894). Aux commerçants de détail s'ajoutent plusieurs marchands de charbon, de grains et fourrages, et de vin. L'agriculture occupe une place plus importante à Colombes, de même que l'industrie (imprimerie, manufacture de caoutchouc, charpente...) qui est particulièrement concentrée dans le quartier de la Garenne<sup>1</sup> (huilerie-savonnerie, production électrique et de gaz, grillages métalliques...).



Un bazar du quartier de la Garenne [années 1900] (prêt de Raymond Loucougaray)

## Des secteurs désorganisés en 1914

A partir d'août 1914, la mobilisation générale prive la France d'une grande partie de sa main-d'œuvre active. De nombreuses entreprises fonctionnent au ralenti, comme la Compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine, dont les usagers se plaignent du moins grand nombre de tramways et des retards fréquents. A cela s'ajoute, au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, le manque de matières premières, et notamment de charbon, qui perturbe l'industrie, bien qu'une partie du stock ravitaillant les villes soit réservée au commerce et à la petite industrie.

L'agriculture souffre aussi de la guerre. Si Bois-Colombes et La Garenne-Colombes ne comptent à elles deux qu'une dizaine d'hectares de terres agricoles, près de 140 hectares sont utilisés pour la culture et l'élevage à Colombes dans les années 1910. La culture du blé disparaît pendant la guerre, notamment à cause du manque de main-d'œuvre.

Les acteurs économiques tentent de s'adapter à ces changements par divers moyens. A l'usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes, comme dans d'autres, des ouvrières viennent remplacer la main-d'œuvre masculine perdue. A Colombes, le blé est progressivement supplanté par des cultures moins demandeuses en bras, dont celles des légumes frais et secs. Des commerçants, comme le concessionnaire d'affichage colombien Marcel Picard, demandent et obtiennent des conseils municipaux des réductions d'impôt.



Boutique et voiture d'un charbonnier bois-colombien, [début du 20<sup>e</sup> siècle] (AMBC)



Voiture de livraison de la ferme Gallois de Bois-Colombes, [début du 20<sup>e</sup> siècle] (AMBC)



La société des téléphones Ericsson à Colombes, [années 1900] (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Le fleurissement des usines de guerre

Comme l'ensemble du pays, la région parisienne connaît un essor rapide des activités économiques destinées à soutenir l'effort de guerre : production d'obus, de rations pour les soldats, d'uniformes et, un peu plus tard, de véhicules militaires, etc.

Certaines entreprises locales bénéficient de ce nouveau marché, comme la Société des moteurs Gnome et Rhône, installée à Colombes en 1895 et spécialisée dans la fabrication de moteurs d'avion, ou encore l'usine bois-colombienne Hispano-Suiza, qui se lance avec succès dans la construction aéronautique pendant le conflit. Dans le même quartier, au 6, rue des Minimés, deux entrepreneurs cherchent successivement à installer des fabriques d'obus en 1915.

## Achetez français !

Les entreprises d'origine étrangère, surtout celles soupçonnées de travailler pour l'ennemi, font l'objet d'une grande méfiance. Dès les débuts de la guerre, la boutique de la Société des boissons hygiéniques des Vallées (Colombes) et les locaux de la société Maggi (Bois-Colombes), accusés d'appartenir à des Allemands, sont pillés et dévastés par une partie de la population.

«On dit que Maggi n'occupe que des espions, et même qu'on l'a arrêté à la frontière chargé de 30 millions en or. [...] A Paris, beaucoup de magasins sont fermés : ceux qui pourraient paraître allemands ou autrichiens ont mis des drapeaux tricolores. Le magasin de cristallerie de Karlsbad, boulevard des Italiens, a été mis en miettes.»

Extrait du journal de la jeune bois-colombienne Marcelle Lerouge, 03 et 04/08/1914, p.38



«Pour moi, che ne grains rien ; ma maison est pel et pien vrançaise.»

Extrait du livret «La chasse aux maisons boches», [1914]

(AMBC, don de Christian Gallot)

Ce message est notamment relayé par la presse : ainsi, en 1915, la une du *Journal de La Garenne-Charlebourg* invite ses lecteurs à boycotter l'industrie allemande et à se tourner dans la mesure du possible vers les produits français.

<sup>1</sup> Ce quartier deviendra en 1910 la ville de La Garenne-Colombes.

# LA FAMILLE DANS LA GUERRE

## Un lien ininterrompu

Durant la Première Guerre mondiale, 7,9 millions de fils, conjoints ou pères vont quitter leur famille pendant des mois, des années, voire définitivement. Pour maintenir le lien entre les hommes mobilisés et leurs familles restées à l'arrière, l'État français décide de ne pas soumettre à l'affranchissement les courriers (août 1914) et les colis (octobre 1914). Ainsi, la correspondance permet à chaque membre de la famille de partager son quotidien (le soldat abordant peu la réalité du front), de faire des recommandations concernant la santé de chacun, ou encore sur l'éducation des enfants. L'amour, l'inquiétude, la jalousie, la peur de la mort et de l'oubli, etc. sont des sentiments exprimés dans ces lettres, parfois de manière exacerbée. Instaurées à partir de juillet 1915, les permissions, peu nombreuses et courtes, sont l'occasion pour les familles de «revivre [leur] vie heureuse et calme d'autrefois» (lettre de Raoul Allemandou adressée à sa femme Hélène, 30/01/1915). Certaines femmes, quelquefois avec leur(s) enfant(s), tentent de rejoindre leur mari près du front pour passer quelques heures avec lui.



Illustration réalisée par le Bois-Colombien Eugène Damblanc pour le Supplément illustré du Petit Journal, 1916 (Archives départementales des Hauts-de-Seine)



Louise et Alice Houblain vers 1918 (AMBC, don de Joëlle Berthomé et Danièle Patru)

## Des familles démunies

Malgré l'aide de proches, des familles se retrouvent en difficulté du fait de la mobilisation de leur soutien. Dès le 5 août 1914, l'État instaure une allocation journalière pour les familles de mobilisés nécessiteuses. Des mesures de secours sont également mises en place au niveau local par l'intermédiaire du Bureau de bienfaisance/d'assistance (tels des bons remis aux familles pour acheter des vêtements et de la nourriture) et la Caisse des écoles<sup>2</sup>. Le nombre de bénéficiaires aux aides obligatoires déjà existantes avant-guerre augmentent (pour les familles nombreuses et les femmes en couches, etc.). Bois-Colombes prend aussi en charge les frais d'externat dans les écoles primaires supérieures et professionnelles de Paris et décide d'exonérer des frais des cours complémentaires de la ville les familles en difficulté et méritantes. Des initiatives privées existent également : une œuvre de guerre pour l'aide aux poilus mobilisés des établissements Hispano-Suiza et à leurs familles est ainsi créée pendant la guerre.

«Nous avons organisé samedi, entre élèves, une représentation théâtrale au bénéfice des orphelins de France. C'était très réussi et la recette a été assez bonne».

Extrait du journal de la jeune Bois-Colombienne Marcelle Lerouge, 02 au 08/07/1916, p.361



Journée nationale des orphelins organisée en 1917

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

«Chère petite maman,

Dans la douloureuse mais vivifiante épreuve que nous traversons en ce moment, il est doux de se rapprocher de temps à autre par la pensée tout au moins et de se répéter ces paroles d'affection et de reconnaissance qui unissent les fils aux mères. [...] Acceptez en retour mes vœux les plus sincères de bonne santé et recevez ma chère Maman les meilleurs baisers de votre fils.»

Lettre du Bois-Colombien Raoul Allemandou à sa mère Françoise, 24/12/1914 (AMBC, don de Christiane Rolando)

## Des familles décimées

Des initiatives publiques ont été mises en œuvre pour protéger et aider les 600 000 veuves et 1 million d'orphelins de la guerre. Une loi votée en juillet 1917 donne un statut aux «pupilles de la Nation<sup>1</sup>», adoptés par l'État qui s'acquitte notamment des frais occasionnés par l'éducation des enfants jusqu'à leur majorité. Puis en mars 1919, un droit à pension est accordé aux veuves de guerre (femmes ou compagnes). Toutefois, cette pension n'est donnée qu'à certaines femmes (de bonne moralité et mères de préférence), et le taux varie selon la cause du décès et le grade du conjoint décédé. L'État demande aussi aux communes de «conserver, au moins jusqu'à concurrence de moitié et pour la durée de la guerre aux veuves et orphelins des instituteurs morts pour la Patrie» les indemnités de résidence et de logement qui leur étaient attribuées (délibération du Conseil municipal de Colombes, mars 1915). La Garenne-Colombes, quant à elle, prend en charge les frais d'obsèques de certains soldats décédés dans la limite de 250 francs (délibération du 12 mars 1915).

De nombreuses œuvres sont créées durant le conflit pour aider les victimes indirectes de cette guerre. L'Orphelinat des armées propose des subventions pour les vacances des orphelins, l'Association nationale pour la protection des veuves et orphelins de guerre apporte un soutien matériel et financier à ces victimes. Aidées notamment par des comités locaux et les communes, ces associations organisent des journées des orphelins de guerre où sont vendus, par exemple, des médailles et insignes.

<sup>1</sup> Orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri, au cours de la guerre de 1914, en tant que victime militaire ou civile de l'ennemi.

<sup>2</sup> Organisme public qui a notamment pour but d'apporter des secours aux élèves peu aisés (dons de livres, fournitures scolaires, vêtements, etc.).



## ÊTRE UN JEUNE

### Un jeune éduqué et encadré

Obligatoire depuis 1882 pour les enfants âgés de 6 à 13 ans, l'école est une composante essentielle de la vie des jeunes. Ainsi, les enfants vont fréquenter des écoles publiques ou privées durant la guerre, mais dans des conditions inhabituelles. A Bois-Colombes, l'école de garçons Paul-Bert sera occupée par un hôpital auxiliaire puis, ponctuellement, par des troupes en cantonnement d'août 1914 au printemps 1919. Les enfants de cette école suivent donc leurs cours à l'école Jules-Ferry. La surcharge de quelques classes est également constatée à Bois-Colombes en 1916 (plus de 50 élèves par classe) du fait de l'inscription d'enfants de réfugiés et d'enfants fréquentant auparavant des écoles privées. A la fin de la guerre, on s'inquiète de l'absentéisme scolaire à La Garenne-Colombes, souvent causé par l'aide apportée par les enfants aux travaux agricoles ou à la boutique.

Colombes met en place des classes de garde jusqu'à 6 heures du soir, sous la surveillance des instituteurs pour éviter «de laisser aux dangers de la rue bon nombre d'enfants» (délibération du Conseil municipal, septembre 1917). 9 classes de garde sont ainsi ouvertes durant la guerre pour suppléer aux parents retenus par leurs activités professionnelles.



**Diplôme remis aux élèves de Colombes, [1915]** (prêt de l'Association MONPHI)

Colombes met en place des classes de garde jusqu'à 6 heures du soir, sous la surveillance des instituteurs pour éviter «de laisser aux dangers de la rue bon nombre d'enfants» (délibération du Conseil municipal, septembre 1917). 9 classes de garde sont ainsi ouvertes durant la guerre pour suppléer aux parents retenus par leurs activités professionnelles.

Des organismes publics et privés apportent un soutien dès le plus jeune âge. L'Œuvre d'aide et d'assistance de la première enfance de La Garenne-Colombes administre une crèche avec la commune, remet des bons de lait et du linge, ou encore organise des consultations médicales un jour par semaine pour les nouveau-nés. Une Œuvre municipale de la protection de l'enfance est également installée sur cette commune : elle peut accueillir jusqu'à 40 enfants, ayant seulement comme représentant légal un père mobilisé, dans les locaux de l'Association philotechnique. Gérées habituellement par la Caisse des écoles, des cantines scolaires existent dans les trois communes et permettent aux enfants de manger un repas chaud malgré une augmentation des prix des repas de 0,15 à 0,20 francs, décidée à Colombes en 1915 à la suite d'une hausse des coûts des denrées. Des dispositions sont également prises par ces communes pour protéger les enfants des bombardements. La Garenne-Colombes aménage, en 1916, des tranchées-abris dans les cours des écoles et de la crèche communales. Entre juin et septembre 1918, la ville de Bois-Colombes et le comité local de la Fédération nationale des coopératives de consommation organisent l'exode en province de 189 enfants dans un but sécuritaire et médical.



**Des élèves et le personnel de l'hôpital auxiliaire dans la cour de l'école Paul-Bert, [1914-1918]** (prêt de Christian Gallot)



**Lait réservé en priorité aux enfants et aux malades à La Garenne-Colombes, août 1914**  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

### Un jeune acteur d'une nation en guerre

Les jeunes sont rapidement confrontés aux conséquences de la guerre : l'absence prolongée ou le deuil d'un proche, un entourage tourmenté par le conflit, un discours patriotique quelquefois guerrier provenant de l'école voire de la famille. Dans ce contexte, ils sont sollicités pour participer à l'effort de guerre national.

Dès août 1914, le discours patriotique est relayé à l'école à la demande du Ministre de l'Instruction publique. Les enfants sont encouragés à lire des ouvrages stimulant l'engagement patriotique (de tels ouvrages sont acquis par la commune de Bois-Colombes en 1916 pour les bibliothèques scolaires) et la guerre devient le principal sujet des matières enseignées. A partir de l'année scolaire 1914-1915, les trois communes décident de remplacer la distribution solennelle des récompenses, à la fin de l'année scolaire, par une cérémonie intimiste et sans appareil. Sur proposition notamment des jeunes, des diplômes, gravures ou médailles rappelant les événements de la guerre se substituent aux traditionnels livres de prix.

Les jeunes participent également à des quêtes au profit de diverses œuvres (une quête et une tombola sont organisées par Marcelle Lerouge et ses camarades du lycée en mai et juin 1915), à la préparation de colis pour les soldats et aux travaux agricoles (un terrain inculte est cultivé par les élèves de l'école de filles Jules-Ferry à partir de 1915). Les garçons sont plus particulièrement préparés à combattre. Des matières liées à la préparation militaire sont enseignées à l'école (mises en place par la loi Ferry en 1882) et par des associations (stand de tir scolaire à Colombes, exercices de tir au fusil et de combat à la baïonnette proposés par la société de préparation militaire de La Garenne-Colombes).

«[...] Monsieur le Maire, nous venons vous demander de réserver cette année la somme d'argent que vous avez l'habitude de voter pour nous acheter des jouets et des prix et de l'employer à gâter nos chers papas, nos grands frères et nos petits amis belges, vous pourrez ainsi leur envoyer plus souvent du chocolat et du tabac car notre tirelire de l'école ne suffit pas à faire tout le bien que nous voudrions. Si vous acceptez ce que nous demandons vous nous rendrez bien heureux, nous serons encore plus sages et nos braves soldats seront fiers des petits enfants de France.»  
**Extrait d'une lettre lue lors d'un Conseil municipal de La Garenne-Colombes, 06/06/1915**  
(Archives municipales de La Garenne-Colombes)

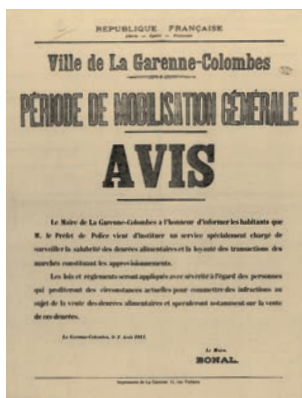


# RAVITAILLER LA POPULATION

## Un enjeu politique

Pour s'assurer du soutien de la population durant cette guerre, la question de son ravitaillement en charbon et en nourriture est essentielle pour les autorités militaires et politiques. Paris étant une priorité de l'armée, le ravitaillement en nourriture est organisé dès août 1914 dans cette ville dont le siège pendant la guerre de 1870, suivi de la Commune de Paris en 1871, ont particulièrement marqué les esprits. L'État organise la réquisition des denrées et fixe leurs prix (comme celui de la farine en octobre 1915). Il se charge également de l'importation de matières premières : un contrat d'approvisionnement en blé est ainsi signé avec les États-Unis en mai 1915.

Au niveau local, la Préfecture de la Seine organise le ravitaillement et devient le premier interlocuteur des communes pour ces questions. Elle coordonne, dès l'hiver 1915-1916, le ravitaillement des communes du département en charbon, puis en denrées de première nécessité à partir de 1917. Les trois villes utilisent aussi leurs pouvoirs en matière de ravitaillement pour aider la population à affronter ces difficultés.



**Création d'un service à la Préfecture de police chargé de surveiller la qualité et la vente en gros des denrées, 02/08/1914**  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



**Vente par le magasin municipal de La Garenne-Colombes de 10 tonnes de pommes de terre, 10/01/1917** (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Priorité au charbon

Dès l'hiver 1915-1916, le ravitaillement en charbon est une priorité des habitants qui sont confrontés à une augmentation des prix due à la raréfaction du produit et à la spéculation. Les trois communes vont mettre en place un stock d'approvisionnement en charbon fourni par le Service du ravitaillement de la Préfecture de la Seine (il procure près de 5 850 tonnes de charbons à Bois-Colombes entre août 1917 et mars 1918). Le charbon est acheminé par train (gares de marchandises de Bécon-les-Bruyères et La Garenne-Bezons) ou par bateau (embarcadère de l'usine des eaux de la ville de Paris). Les trois villes sont rapidement confrontées à la difficulté du réapprovisionnement de leur stock alors que la demande est grandissante.

La Garenne-Colombes fait donc appel à la Compagnie des mines de Bugay (en 1916) et Bois-Colombes au Groupement charbonnier de la Seine (à partir de 1917).

Des terrains sont loués à La Garenne-Colombes et Bois-Colombes pour accueillir le charbon, alors que Colombes utilise le terrain d'un groupe scolaire. Les villes fixent un prix de vente qui augmente inexorablement chaque hiver : à Bois-Colombes, on passe de 80 francs la tonne en 1915 à 100 francs en 1918. Une commission de répartition du charbon est créée par le Conseil municipal de Colombes durant la guerre et se charge de sa vente tandis qu'à Bois-Colombes, à partir de l'hiver 1917-1918, ce sont les charbonniers de la ville qui ont ce rôle.

Le charbon est livré ou acheté sur place par les habitants qui doivent être munis d'une carte de charbon. Les petites entreprises et commerces bois-colombiens peuvent aussi utiliser le charbon communal.

**Distribution de charbon par le Comité d'approvisionnement de Colombes, 19/06/1917** (Archives départementales des Hauts-de-Seine)



«Nous prendrons ainsi les garanties nécessaires pour éviter que la population de notre commune puisse manquer de charbon l'hiver prochain, tout en laissant aux particuliers et aux commerçants le droit et le devoir de leurs approvisionnements, le stock communal étant destiné, à parer une disette du combustible. Il était utile de faire ce geste pour maintenir l'excellent état d'esprit de la population qui est l'un des meilleurs éléments de la victoire.»

**Délibération du Conseil municipal de La Garenne-Colombes du 11 août 1915** (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

## Des denrées chères et rares

Les difficultés d'approvisionnement en nourriture des habitants apparaissent véritablement en 1916 avec une hausse des prix des denrées de première nécessité et une crise des transports. Le territoire (principalement Colombes) est, pourtant, en partie agricole (production de haricots verts, de petits pois, de pommes de terre, d'asperges et élevage de vaches, de cochons, etc.).

Pour parer au manque de pommes de terre, de sucre ou encore de viande, les trois communes prennent l'initiative d'acheter ces denrées auprès de producteurs, de négociants ou de services de l'État notamment. La Garenne-Colombes obtient de la viande frigorifiée du ministère de l'Intérieur en mai 1916. A Bois-Colombes, ce sont près de 4 tonnes de pommes de terre qui sont fournies par un négociant en gros en mars 1917. A partir de l'hiver 1917-1918, la Préfecture et, dans une moindre mesure, le Département de la Seine deviennent les principaux intermédiaires des communes pour la fourniture de denrées variées (légumes secs, pommes de terre, etc.).

Comme pour le charbon, ces aliments sont majoritairement transportés par wagons. Des vivres peuvent être aussi récupérés directement dans les usines de production ou de stockage (l'usine de Messieurs Courtine et C<sup>ie</sup> délivre ainsi 3 700 kg de vermicelles à Bois-Colombes en décembre 1918). Pour acheter, organiser et surveiller la vente par les commerçants, ou effectuer la vente directe, un comité d'approvisionnement (composé d'élus et d'anciens commerçants) est créé à Colombes et à La Garenne-Colombes en 1916.

# SE NOURRIR

## Des habitudes alimentaires modifiées

Essentiel au repas des Français, le pain fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'État qui définit, en 1914, son poids et sa forme. Il lance un «pain national» à base de céréales diverses en 1916 (riz et froment) et autorise la vente du pain rassis en février 1917. Le rationnement est finalement instauré au cours du premier trimestre 1918. Colombes a déjà mis en place une carte de rationnement en octobre 1917, tandis que celle-ci apparaît à La Garenne-Colombes et Bois-Colombes au début de l'année 1918.

Des catégories de bénéficiaires sont déterminées par l'État : les travailleurs de force ont droit à 400 grammes par jour, les adultes de 13 à 60 ans à 300 grammes et les enfants de 3 à 13 ans à 200 grammes.

La viande est aussi concernée par plusieurs mesures restrictives. La vente de viande frigorifiée est développée à partir de 1916 et ses conditions de vente sont encadrées par plusieurs arrêtés du Préfet de police (par exemple sur la fixation du prix de la viande congelée en avril 1918). Pour restreindre sa consommation, les boucheries sont fermées deux jours par semaine entre avril et octobre 1917, puis trois jours en 1918. La population est amenée à acheter, en remplacement du lard, du saindoux, des féculents (pâtes, haricots ou lentilles), et des conserves (lait concentré, corned-beef ou poisson).

Le sucre n'échappe pas au rationnement. Des carnets de sucre apparaissent à Colombes en février 1917 et à Bois-Colombes un mois après. En décembre 1917, *Le Journal de La Garenne-Charlebourg* conseille de conserver le sucre rationné pour faire des confitures et de le remplacer par un sirop de figues pour sucrer boissons et gâteaux.



**Incitation à remplacer le pain par des pommes de terre, [1914-1918]**  
(Archives municipales de Colombes)

«Pour les jours sans viande. Arrivage de pommes de terre saucisse à chair jaune vendues à 0 fr. 40 le kilo, par quantité de 5 kilos au moins et de 50 kilos au plus. [...] La pomme de terre est un excellent légume de remplacement pour les jours sans viande. Il existe en magasin du lard gras français à 3 fr. 35 les 500 gr. [...]. Prochainement mise en vente de Corned Beef.»

**Extrait du Journal de La Garenne-Charlebourg, 18/05/1918** (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

## Des mesures exceptionnelles pour s'approvisionner

Les trois communes vont s'appuyer sur les commerçants ou créer des magasins municipaux pour vendre à la population des denrées de première nécessité à des prix fixés, appelés aussi prix taxés.

Ainsi, de la viande frigorifiée est vendue dans les boucheries municipales et sur les marchés par les villes de Colombes et La Garenne-Colombes dès 1916. Ces villes créent ensuite deux magasins municipaux où sont vendus légumes secs,

pommes de terre ou lard. Elles installent, en 1919, des baraques Vilgrain<sup>1</sup>.

A Bois-Colombes, ce sont deux commerçants qui se chargent de la vente de la viande frigorifiée et des pommes de terre en 1918. La ville vend aussi des pommes de terre dans les locaux du Bureau de bienfaisance à partir de 1916. Les habitants sont incités à produire eux-mêmes des confitures et surtout des légumes. En réponse à une demande du Ministère de l'Agriculture, Bois-Colombes et La Garenne-Colombes sollicitent, à partir de 1916, les propriétaires de terrains non cultivés pour qu'ils soient mis gratuitement à disposition de familles «méritantes», afin qu'elles puissent cultiver des légumes à usage personnel. Vingt lots, correspondant à 2 200 m<sup>2</sup> de terrains, sont ainsi distribués par Bois-Colombes en mars 1916. Ces deux communes favorisent également la création de jardins scolaires. En 1918, les écoles communales de garçons de La Garenne-Colombes cultivent des pommes de terre, topinambours, haricots et de l'orge sur un terrain de 8 500 m<sup>2</sup>. La production est ensuite vendue ou donnée à des œuvres caritatives.

### Ouverture du nouveau magasin municipal de Colombes, 28/06/1917

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



«Les jardins. Jusqu'au 15, continuez les mêmes travaux qu'en janvier ; achevez les labours [...] surveillez les cultures en cave (barbe-de-capucin, witloof et pissenlit), continuez à planter l'ail, l'échalote et l'oignon de Mulhouse [...]. La première quinzaine de février est souvent une des époques les plus rigoureuses de l'année, aussi peut-on rarement, du moins sous le climat de Paris, songer à entreprendre les premiers semis, sauf ceux déjà commencés fin janvier, fèves hâtives (à bonne exposition), pois hâtifs, panais et persil. »

**Extrait du Journal de La Garenne-Charlebourg, 09/02/1918** (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

## Nourrir les plus démunis

Les villes et des œuvres proposent, aux plus démunis, des repas à un prix modique.

A Colombes, ils ont accès à la cantine scolaire début 1916 : des repas à 20 centimes sont distribués. Pour le même prix, les Colombiens peuvent manger un repas servi par l'Œuvre des soupes populaires, créée par le Secours national<sup>2</sup>, ainsi qu'à La Garenne-Colombes avec le patronage de la ville. Le Secours national rembourse un tiers du repas et remet des bons de repas gratuit. Une moyenne de 400 repas, composés d'un bouillon, d'une portion de viande, de légumes, et d'un morceau de pain sont délivrés chaque jour entre septembre 1914 et novembre 1915.

Des bons de nourriture sont, en outre remis par les bureaux de bienfaisance/d'assistance des trois villes aux familles en difficulté. En 1917, le Bureau de bienfaisance de Bois-Colombes a délivré presque 20 000 bons de pain, viande, graisse, huile, pâtes, lait et pommes de terre à 155 familles, soit à 324 personnes.



**Local de l'Œuvre des soupes populaires au 35, rue Rouget-de-Lisle à Colombes, [1914-1918]**  
(prêt de M. Georges Galliano)

<sup>1</sup> Lancées en 1919 par Ernest Vilgrain, Ministre du Ravitaillement, les baraques Vilgrain proposent des produits de première nécessité, à des prix inférieurs de 20 à 30% à ceux du commerce, aux habitants des communes de la région parisienne.

<sup>2</sup> Fondation créée le 4 août 1914, à l'initiative d'Albert Kahn, chargée d'apporter de l'aide aux militaires, à leurs familles ainsi qu'aux populations civiles victimes, en épaulant les services sociaux.



# SE CHAUFFER, S'ÉCLAIRER

## Le charbon et ses alternatives

Les problèmes d'approvisionnement en charbon touchent une grande partie de la population des trois villes, qui utilise essentiellement ce matériau pour se chauffer, mais aussi pour cuisiner. Ceux qui se chauffent au gaz ne sont donc pas prioritaires lors des distributions de charbon. Plusieurs habitants se plaignent de la mauvaise qualité du charbon qui leur est attribué et des pénuries fréquentes, notamment pendant l'hiver 1916-1917 qui est extrêmement rigoureux.

Pour éviter de vider trop rapidement les stocks communaux, le charbon est réservé à ceux qui ne peuvent pas s'en procurer autrement, et distribué avec parcimonie.

A partir de 1917, chaque ménage qui en a besoin se voit remettre une carte et des carnets de tickets de charbon qui doivent être présentés lors des distributions. Des enquêtes sont réalisées dans les foyers afin de déterminer leurs réserves en combustible, et de fournir le charbon en priorité à ceux qui risquent la pénurie.



Chambre d'un hôpital auxiliaire de Bois-Colombes : au fond à droite, on aperçoit un poêle à charbon, [1914-18] (AMBC, don de Chantal Denis)

Au vu de ces difficultés, les municipalités tentent d'encourager l'utilisation de substituts. Le pétrole en est un, mais les rations sont très maigres : 1 à 2 litres par famille à chaque distribution, sur présentation de la carte de charbon. Le bois de chauffage est beaucoup plus répandu à la fin de la guerre, sous forme de planches mais aussi de «boulets» (gros morceaux de bois ronds) qui peuvent être utilisés aussi bien dans les cuisinières et les poêles que dans les cheminées.

En janvier 1918, La Garenne-Colombes propose même à ses habitants d'échanger le bois contre leurs vieux papiers, qui serviront probablement à constituer de nouveaux boulets.



Vente de boulets de charbon, 1918  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Dans la pénombre

Dès le début de la guerre, les pouvoirs publics et les entreprises craignent une pénurie de gaz et d'électricité. Il est alors demandé aux Français de réduire leur consommation et notamment leur éclairage, au moins en début de soirée, pour permettre aux usines travaillant pour la Défense nationale de fonctionner.

En 1918, la crainte des bombardements pousse à la mise en place de nouvelles mesures : la population doit voiler ses lumières, et les éclairages extérieurs sont limités (à Bois-Colombes, le verre des réverbères est peint en bleu), voire supprimés, comme à Colombes. Outre ces limitations volontaires, l'éclairage de l'espace public et privé est réduit de façon non anticipée. En effet, le gaz qui alimente une grande partie de l'éclairage est traité par les entreprises afin de récupérer des produits pouvant servir à la confection d'explosifs. Cette manipulation diminue son pouvoir éclairant, et la lumière dans les rues devient si faible que les facteurs de Bois-Colombes demandent et obtiennent la suppression de la tournée de 18h30 pendant l'hiver 1918-1919.



Réverbère dans une rue de Bois-Colombes, 1915 (AMBC)



Réduction de l'éclairage privé, 1916  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

*«Tous, vous avez comme moi été frappés de la diminution progressive de luminosité des quelques appareils d'éclairage restés en service. La nuit venue, et elle vient de bonne heure en cette saison, les rues enténébrées sont les soirs sans lune de véritables casse-cous propices aux accidents et aux agressions. [...] La situation actuelle est en effet intolérable et ne saurait se prolonger davantage sans faire courir à la population, qui a presque tout entière ses occupations à Paris et ne rentre que la nuit venue, les plus graves dangers.»*  
Délibération du Conseil municipal de Bois-Colombes, 03/11/1918 (AMBC)

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre

# ÊTRE UNE PERSONNE ÂGÉE

## Une population minoritaire

7,3% et 8,9% de la population de Bois-Colombes et Colombes ont, en 1911, plus de 60 ans (ce qui correspond à un peu plus de 1 200 et 2 000 habitants dans les deux communes d'environ 17 000 et 20 000 habitants). Ces personnes, qu'on peut qualifier de personnes âgées, sont minoritaires par rapport aux autres catégories d'âge. Avant le conflit, l'espérance de vie à la naissance en France est, en effet, de 49 ans pour les hommes et autour de 55 ans pour les femmes.

D'après le recensement de population de Bois-Colombes de 1911, les personnes âgées se composent principalement de femmes qui ne travaillent pas et qui, si elles ont une famille, vivent souvent avec elle. La guerre semble avoir provoqué une surmortalité dans cette catégorie de population à Paris, due à des carences alimentaires, aux chocs causés par la mort des plus jeunes et à la pandémie de grippe, dite «grippe espagnole» en 1918-1919.

## Un soutien de famille

En l'absence du chef de famille, la personne âgée, femme ou homme, peut reprendre des activités professionnelles pour contribuer aux dépenses de la famille et pour aider au bon fonctionnement d'un commerce ou d'une exploitation agricole par exemple.

*«Et vous, vous êtes à P Brou (sic) dans cette campagne calme et solitaire qui serait charmante si ce n'était les tristes pensées du moment. [...] [En parlant de sa fille Alice] Je l'ai trouvée belle et bien portante, espérons bien que cela continuera. Avec Nénette font-elles toujours bon ménage ?»*

**Extrait d'une lettre d'Henri Houblain à sa belle-mère Mme Jobelin, 27/07/1916** (AMBC, don de Joëlle Berthomé et Danièle Patru)

Elle apporte également un soutien matériel et moral à la femme restée seule à l'arrière. Mère ou belle-mère occupent ainsi ce rôle à la place des soldats engagés sur le front. Raoul Allemandou a conscience de laisser «charge d'âmes» à sa mère et la remercie pour le soutien qu'elle apporte à sa femme dans une lettre adressée le 24 décembre 1914. Mme Jobelin, belle-mère d'Henri Houblain, garde sa petite-fille en 1916 alors que sa fille Louise travaille.

*«Monsieur le Président, [...] vous m'avez demandé des renseignements sur la situation pécuniaire et les moyens d'existence de Madame veuve Guillet, domiciliée 136 rue de la Renaissance à Bois-Colombes, grand-mère maternelle et tutrice par délibération d'un conseil de famille réuni sous la présidence de Monsieur le Juge de paix de Colombes, de l'enfant Renée Guinand. J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il résulte des renseignements que nous nous sommes procurés, que Madame Guillet, veuve d'un sous-chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, jouit d'une modeste pension de 932 francs. Elle reçoit en outre l'allocation militaire (principal (sic) et majoration) soit 2 francs par jour. Je serais personnellement heureux que satisfaction fût donnée à Madame veuve Guillet très honorablement connue dans la commune et digne d'intérêt à tous les égards.»*

**Lettre de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, au président du Comité de patronage des pupilles et orphelins, 01/05/1915** (AMBC)

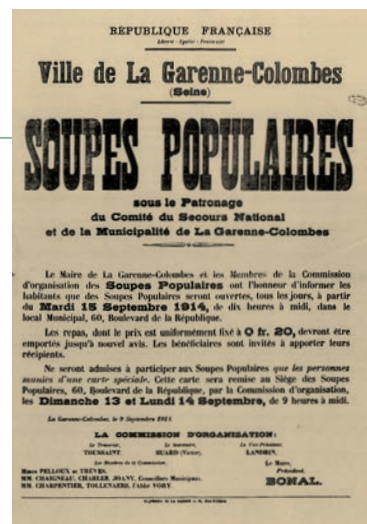
## Une population aidée

À la veille du premier conflit mondial, le système de retraite, en France, en est à ses balbutiements. La Caisse nationale de retraite est créée en 1850 et permet à toute personne de plus de 50 ans d'obtenir une rente versée par l'État. En 1910, une loi instaure une retraite pour les salariés ayant 60 ans (pour les métiers les plus pénibles) ou 65 ans. Ces dispositifs sont un échec car les personnes les plus modestes n'ont pas toujours les moyens de cotiser pour obtenir une pension parfois très faible. Dans ce contexte, la famille et le soutien apporté par les pouvoirs publics notamment sont indispensables.

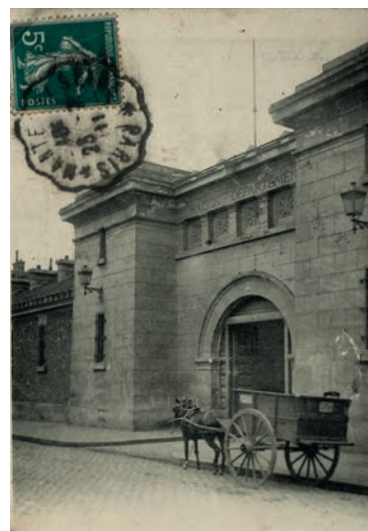
La loi du 14 juillet 1905 institue l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Les personnes de plus de 70 ans ou ayant une maladie incurable sont accueillies gratuitement dans les hôpitaux et les hospices publics. Une aide financière leur est également attribuée par les bureaux de bienfaisance/d'assistance. Entre 1914 et 1918, le Bureau de bienfaisance de Bois-Colombes décide d'attribuer à 115 femmes et 47 hommes une aide mensuelle s'élevant à maximum 20 francs, puis 25 francs à partir de février 1917. Les bénéficiaires de cette allocation peuvent également prétendre à des bons en nourriture, en combustibles et en vêtements, à une assistance médicale gratuite (consultation d'un médecin et délivrance de médicaments), et à des repas gratuits ou à prix modiques distribués par l'Œuvre des soupes populaires ou les cantines scolaires.

**Maison départementale de Nanterre comprenant un hospice recevant des bénéficiaires de l'assistance obligatoire, vers 1900**

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



**Soupes populaires proposées à La Garenne-Colombes, 09/09/1914**  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



*«Monsieur le Maire et cher Collègue, Madame Veuve Dâpres, [...] nous a déclaré que l'allocation militaire qui avait été attribuée – sur sa demande expresse – à Madame Veuve Dâpres, sa belle-mère, demeurant à Origny-le-Butin, aurait été supprimée à cette dernière qui se trouve, paraît-il, dans une situation des plus précaires. Or, Madame Veuve Dâpres ayant opté pour la jouissance immédiate de sa pension de retraite, n'est pas en possession de son titre, et d'après ses dires et les renseignements pris par elle à la Sous-Intendance militaire, ce titre ne lui sera adressée que d'ici deux ou trois mois.»*  
**Lettre de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, au Maire d'Origny-le-Butin (Orne), 30/08/1917** (AMBC)



1914-1918  
Des quotidiens bouleversés par la guerre



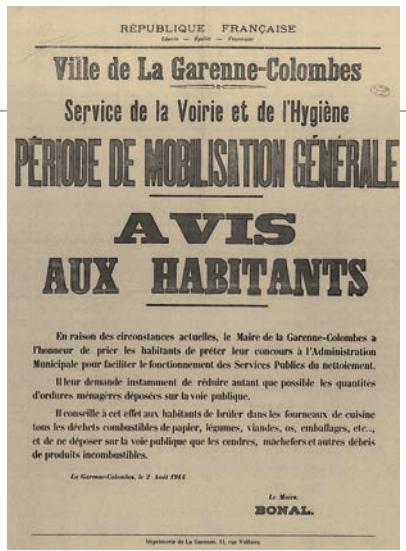
# PRENDRE SOIN DE SOI

## Des conditions d'hygiène difficiles

L'importante mobilisation d'août 1914 mène à la désorganisation de certains services publics, comme le ramassage des ordures ou la vidange des fosses d'aisance. Ces problèmes sont liés à des questions d'hygiène et de salubrité publiques, et les municipalités s'en inquiètent donc rapidement.

A Colombes et La Garenne-Colombes, il est notamment conseillé aux habitants, pour réduire leurs déchets, d'utiliser des «seaux hygiéniques» et de brûler une partie de leurs ordures ménagères. Des ventes de savon sont régulièrement organisées aux magasins municipaux à Colombes et La Garenne-Colombes.

En outre, le brassage des populations (mouvements de troupes, accueil de réfugiés, etc.) occasionné par la guerre et les risques d'épidémie préoccupent beaucoup les pouvoirs publics. La municipalité de La Garenne-Colombes organise, entre 1914, et 1918 plusieurs campagnes de vaccination gratuite pour immuniser les habitants contre la variole. En 1918, le vaccin est déclaré obligatoire pour les réfugiés et les travailleurs étrangers.



Réduction des ordures ménagères, 02/08/1914 (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

« Pour répondre à la demande de l'Administration préfectorale, le Maire a l'honneur de recommander d'une façon toute particulière aux habitants de ne se servir pour la boisson et le lavage des aliments (salades, légumes, fruits), que de l'eau préalablement bouillie, afin d'éviter certaines maladies épidémiques, principalement la fièvre typhoïde et les affections cholériques. La même mesure doit être prise pour les eaux de puits. »  
Journal de La Garenne-Charlebourg, 26/10/1918 (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

## D'épidémie en pandémie

Ces mesures n'empêcheront pas quelques épidémies dans les trois villes. Ainsi, à Bois-Colombes, les écoles maternelles et de filles Paul-Bert sont fermées pendant 15 jours, à la fin de l'année 1914, suite à plusieurs cas de rougeole. Certains médecins étant mobilisés (en 1915, il ne reste à Bois-Colombes que 3 médecins pour environ 20 000 habitants), la guérison peut s'avérer difficile.

Mais ces épisodes sont sans commune mesure avec la pandémie de grippe, dite «grippe espagnole», qui se propage en 1918-1919 et fera plusieurs dizaines de millions de victimes dans le monde entier.

En France, la maladie touche le front dès le printemps 1918 mais est cachée pour ne pas inquiéter la population. Elle arrive cependant à l'arrière, à la fin de l'année, favorisée par les pénuries alimentaires et les mouvements de population. A Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes comme ailleurs, elle est aggravée par le manque de médecins et de médicaments.

Début novembre 1918, le Conseil municipal de Bois-Colombes signale en moyenne 2 décès par jour, et des malades dans presque toutes les familles. Pour éviter la contagion, la Préfecture fait désinfecter les chambres des malades, mais n'a pas assez de moyens pour désinfecter les locaux publics comme les écoles, qui sont simplement nettoyées à l'eau de javel.

## Mode de guerre



Avec les restrictions, certains tissus et matières deviennent rares et coûteux, comme la laine qui est principalement produite dans les zones occupées du nord et de l'est. Pour éviter les fraudes, le Conseil municipal de Colombes émet, en 1916, le vœu que les vêtements contenant un mélange de laine et de coton (plutôt que de la pure laine) soient signalés par une étiquette, ainsi que les chaussures en simili-cuir.

### Publicité anglaise pour l'entreprise colombienne de cosmétiques Kerkoff, 1917

(Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, cote 2002.13.7)

«Robe de deuil, très simple» publiée dans La Mode, 1917 (prêt de Michel Baptiste)



Face à ces nouvelles problématiques, la mode, notamment féminine, évolue : les robes et jupes se font plus courtes, moins amples, et pour permettre la liberté de mouvements exigée par les travailleuses, les vêtements deviennent plus simples et confortables (utilisation du jersey, disparition progressive du corset au profit du soutien-gorge). De nouvelles créatrices comme Gabrielle Chanel incarnent la «femme moderne». Les tenues de deuil restent cependant assez restrictives et coûteuses, puisqu'elles doivent être entièrement noires, y compris les accessoires (gants, parapluie, sac et porte-monnaie, etc.).



Dans un esprit patriotique, la mode reprend également des éléments militaires, comme le bérêt des chasseurs alpins. Des publicités pour les «bijoux de guerre», où le fer remplace l'or et l'argent, symbole de sacrifice et de solidarité avec le front, apparaissent dans les pages publicitaires des journaux comme L'Illustration.

### Extrait du journal J'ai vu, 1916

(Archives municipales de La Garenne-Colombes)

# SUBVENIR À SES BESOINS

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre

## Les Commandements Financiers du bon Français

1. Contre billets échangeras  
Ton or patriotiquement.
2. Tes pièces d'argent laisseras  
Circuler partout librement.
3. De tes gros sous te déferas  
Pour faire l'appoint aisément.
4. De ton loyer l'acquitteras  
Si tu le peux, honnêtement.
5. Tes impôts directs verseras  
Au Percepteur rapidement.
6. Aux bons du Trésor souscriras  
Par ton salaire ou traitement.
7. Tous tes Bons renouveleras  
Sans hésiter un seul moment.
8. Des Obligations prendras  
Pour faire un plus long placement.
9. A tes voisins conseilleras  
D'agir chaque jour mêmement.
10. Par là l'ennemi tu vaincras  
Au grand galop tout simplement.

Extrait du Journal  
de La Garenne-Charlebourg, août 1915  
(Archives municipales  
de La Garenne-Colombes)

## Des solutions à grande échelle

Dès 1914, des dispositifs nationaux sont mis en place pour aider ceux que la guerre a démunis. Les hommes mobilisés étant souvent les principaux pourvoyeurs de revenus de leur famille, un système d'allocations militaires, financé par l'État, a été créé par la loi du 5 août 1914. Les familles, dont le soutien est mobilisé, peuvent prétendre à 1,25 francs par jour (majoré de 0,5 franc par enfant). Cette allocation est payée par tranches de 8 puis de 16 jours aux familles porteuses d'un certificat. Le paiement se fait en général à la mairie (celle de Bois-Colombes étant trop exiguë, le paiement est effectué sous le préau de l'école maternelle Paul-Bert). En raison du manque d'employés et du grand nombre d'allocataires (en 1915, on dénombre près de 2 000 inscrits à La Garenne-Colombes, et presque autant à Bois-Colombes), il est fréquent que les distributions prennent du retard.

A la demande du Préfet de la Seine, les conseils municipaux de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes votent en novembre 1914, la création de fonds de chômage en partie subventionnés par l'État et le Département. Une indemnité de 75 centimes par jour et par chômeur (plus 50 centimes par enfant ou membre de la famille au chômage) est consentie aux personnes privées d'emploi du fait de la guerre. A Colombes et La Garenne-Colombes, cette indemnité peut être payée en argent, mais aussi en bons de repas ou de vivres. Un système d'exclusion temporaire ou définitive est vite mis en place pour sanctionner les fraudeurs et ceux qui refusent un emploi sans raison valable. Les élus de La Garenne-Colombes décident aussi de punir ceux qui utilisent l'indemnité pour fréquenter les débits de boissons. En juillet 1915, plus de 200 000 francs ont déjà été distribués aux chômeurs bois-colombiens.

«Vous reconnaîtrez avec moi que les malheureuses femmes dont le soutien est à la guerre ont droit à quelques égards et que si elles sont convoquées à 10 heures pour toucher, c'est à partir de 10 heures et non à partir de 10 heures 45, qu'elles doivent être payées.»  
Lettre de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, 25/03/1915.

## Un appauvrissement général de la population

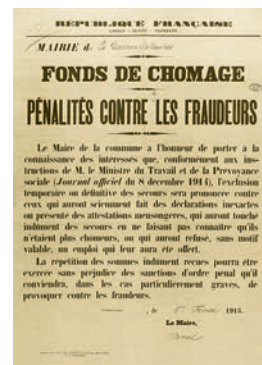
Entre des zones de production agricole en grande partie occupées par l'ennemi, une main-d'œuvre réduite et une industrie tournée vers l'effort de guerre, la Première Guerre mondiale n'est pas une période propice à la production de biens de consommation.

Le coût de la vie augmente rapidement, rarement compensé par une hausse des salaires. Il est estimé que les revenus moyens des Français ont baissé en moyenne de 25% pendant le conflit. Par ailleurs, la mobilisation générale, suivie d'une forte hausse du chômage, laisse de nombreuses familles sans soutien financier.

Dans ces conditions, il devient difficile pour une partie de la population de subvenir à ses besoins. De nombreuses publications de l'époque (journaux, affiches, etc.) évoquent des retards fréquents dans le paiement des loyers et des taxes, et exhortent ceux qui le peuvent à les régler pour assurer la bonne marche économique du pays.



Avis sur le paiement des allocations militaires à La Garenne-Colombes, 17/09/1914  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



Avis sur les sanctions encourues par les fraudeurs du chômage, 01/02/1915  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Des ajustements locaux

Des mesures particulières viennent compléter ces dispositifs. Les organismes publics de secours, comme le Bureau d'assistance de La Garenne-Colombes ou les bureaux de bienfaisance de Colombes et Bois-Colombes, jouent un rôle important en distribuant, aux familles nécessiteuses des soldats mobilisés, des secours en nature (bons de vivres, denrées alimentaires, combustible, médicaments, etc.) en plus des aides (financières ou en nature) qui étaient déjà mises en place avant la guerre pour certaines catégories de la population (familles nombreuses, femmes en couches, personnes âgées, etc.).



Le Bureau de bienfaisance (à gauche) avenue Villebois-Mareuil à Bois-Colombes, 1915 (AMBC)

A Bois-Colombes, le Conseil municipal décide la création d'une indemnité annuelle de vie chère pour les employés communaux dont le montant dépend de la situation de famille du bénéficiaire et de son ancienneté. Inaugurée en 1916, l'indemnité sera reconduite plusieurs fois jusqu'en 1919, malgré des hausses ponctuelles des salaires, pour répondre à l'augmentation continue du coût de la vie.



# ÊTRE UNE FEMME

«Ma mère et ma grand-mère à l'époque travaillaient en usine pendant la guerre. Ma mère était couturière, [...] elle travaillait en usine chez Chenard et Walcker à [...] Asnières, à faire des obus. Il fallait bien : mon père est mort en 1913, la maison n'était pas finie de payer.»  
Témoignage de M<sup>me</sup> Ferrer, 1994 (AMBC)

## Isolée ?

En août 1914, couples et familles se séparent. En dehors des hommes jeunes et âgés, les femmes se retrouvent majoritaires dans l'espace public, et parfois seules dans le privé. Les permissions militaires, instaurées en juin 1915, sont rares (3 semaines par an environ), et la correspondance devient le principal vecteur de l'intimité familiale. A Colombes par exemple, la commerçante Alexandrine Deloron envoie et reçoit fréquemment des nouvelles de ses trois fils mobilisés, tandis que les lettres des Bois-Colombiens Raoul Allemandou et Henri Houblain montrent leur attachement pour leurs femmes et leurs filles.



Portrait de la Bois-Colombienne Louise Houblain, réalisé sur le front par son mari, 1915 (AMBC, don de Joëlle Berthomé et Danièle Patru)



Illustration réalisée par le Bois-Colombien Eugène Damblanc pour le Supplément illustré du Petit Journal, 1916 (Archives départementales des Hauts-de-Seine)



«La contrôleur du métro», extrait de L'Illustration, décembre 1915 (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

## Travailleuse

Si les femmes travaillent déjà avant 1914, que ce soit à domicile ou à l'extérieur, beaucoup de femmes de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes sont alors sans profession, et la guerre redéfinit le nombre et le type d'emplois exercés. Avec la diminution drastique de la main-d'œuvre masculine, les femmes entrent massivement dans les usines, en particulier celles tournées vers l'effort de guerre : Gnome et Rhône (moteurs d'avion) ou Goodrich (pneumatiques) à Colombes, Lille-Bonnières-Colombes (carburants) à proximité de La Garenne-Colombes, Hispano-Suiza (moteurs d'avion) à Bois-Colombes, etc. D'autres trouvent des emplois temporaires dans l'administration. En 1918, la mairie de Bois-Colombes compte ainsi une vingtaine d'employées travaillant dans les services de l'octroi, du ravitaillement, de l'état civil..., ainsi qu'une gardienne de cimetière, remplaçant son mari décédé, et deux cantonnières chargées de l'entretien de la voirie communale. Pour beaucoup de ces travailleuses de guerre, la paix de 1918 signifie le retour au foyer. Des primes sont d'ailleurs mises en place par les entreprises pour inviter les femmes à rendre leurs places aux travailleurs revenus du front.



Cuisinières de l'hôpital auxiliaire n°202 de Bois-Colombes, [1914-1918] (AMBC, don de Chantal Denis)



Infirmière en deuil devant l'hôpital auxiliaire n°202 de Bois-Colombes, [1914-1918] (AMBC, don de Chantal Denis)

Hormis les allocations militaires, certaines catégories de femmes peuvent recevoir des soutiens. C'est notamment le cas des femmes enceintes qui, depuis 1913, bénéficient pendant 4 semaines, avant et après l'accouchement, de diverses mesures coordonnées par les bureaux de bienfaisance ou d'assistance : visites de sages-femmes, allocation journalière pour celles qui doivent arrêter de travailler, garde des enfants, conseils sur les mesures d'hygiène, etc. Les veuves de guerre ont également droit, à partir de 1919, à une pension compensant l'aspect financier de leur perte.

## Chef de famille ?

«Tu dois avoir encore de l'argent à la maison, en tout cas tu en as sur ton livret, et tes coupons que tu me dis avoir touchés te suffiront largement pour le moment» : c'est ainsi que s'adresse, depuis le front, le Bois-Colombien Raoul Allemandou à sa femme Hélène en octobre 1914. Pour les nombreuses épouses de mobilisés, les circonstances nécessitent d'endosser le rôle de chef de famille : gérer l'argent et les affaires du ménage, superviser seule les enfants... Dans ce nouveau rôle, elles sont néanmoins soutenues, voire dirigées, que ce soit par leurs parents et beaux-parents, ou par les conseils de leur mari.

Mais ce rôle n'est que temporaire et sans reconnaissance officielle : il n'est pas question de prendre la place des époux et des pères, seulement de les remplacer. Avec le retour à la paix, la volonté nationale de «revenir à la normale» et de repeupler le pays, les femmes sont vite exhortées à reprendre leur rôle traditionnel.

«Ma chère Hélène, France me dit que tu supportes vaillamment les épreuves actuelles et que tu fais montre d'un vrai courage. Je t'assure que j'ai été très fier en lisant cela ; il faut que les femmes françaises [...] que les jeunes femmes, que les jeunes mères soient à la hauteur des événements [...] Dis-toi, mon devoir à moi c'est de le remplacer ici tant qu'il n'est pas rentré, d'élever ma petite Marthe chérie dans sa pensée et d'accepter d'avance avec abnégation toutes les épreuves pour le salut du pays.»  
Lettre de Raoul à Hélène Allemandou, 02/11/1914 (AMBC, don de Christiane Rolando)



# TRAVAILLER... AUX CHAMPS

## Des conditions difficiles

En 1914, on trouve à Colombes surtout, mais aussi à Bois-Colombes et à La Garenne-Colombes, plusieurs cultivateurs, maraîchers, éleveurs, ainsi que des métiers auxiliaires : maréchal-ferrant, sellier-bourrelier (fabricant de selles et harnais), charron (fabricant de charrettes), etc.

Une grande partie est mobilisée en 1914, au moment de semer les céréales, ou dans les années qui suivent. Leurs exploitations seront gérées par les femmes (qui, traditionnellement, s'occupent plutôt des volailles et du potager) et les hommes non mobilisables (trop jeunes, trop âgés ou infirmes).

Pourtant, en 1916, le Conseil municipal de Colombes déclare qu'aucune terre exploitée avant la guerre n'a été abandonnée, malgré les difficultés rencontrées : l'hiver 1916-1917 très rigoureux, ou encore les moineaux qui se nourrissent des graines semées pour la récolte de 1917.



**Aimable et Elise Clouet, cultivateurs à La Garenne-Colombes, 1910**  
(Prêt de Raymond Loucougaray)

«Georges Perdrix demeurant à l'île Marante à Colombes [...] qui appartient à la classe 1899 et au recrutement du Havre est mon chef de culture depuis huit mois. C'est lui qui m'a organisé le défrichage d'environ 40 hectares de terre en vue de nourrir et d'entretenir environ 50 vaches laitières et son départ me met dans un grand embarras.»

**Lettre de M. Colmant, exploitant à Asnières-sur-Seine, 06/04/1917**  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



**Illustration réalisée par le Bois-Colombien Eugène Damblanc pour le Supplément illustré du Petit Journal, 1917**

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

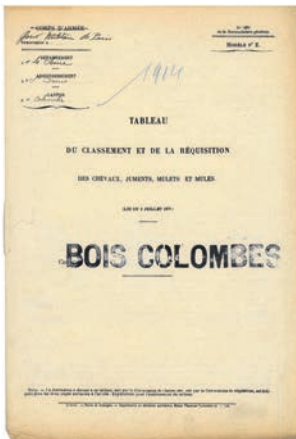
## Sursis et permissions agricoles

Pour aider les agriculteurs en difficulté, des prisonniers de guerre ou des soldats peuvent temporairement être envoyés pour aider aux travaux des champs, mais ils sont bien souvent inexpérimentés.

A la demande des exploitants, les maires de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes envoient aux autorités militaires de nombreuses demandes de permissions (quelques semaines au plus) ou de sursis d'incorporation provisoires ou illimités, pour que les cultivateurs, éleveurs ou encore maréchaux-ferrants travaillant dans la ville, puissent prêter main forte au moment des récoltes de céréales par exemple. A Colombes, 12 permissions et 3 sursis seront ainsi délivrés en 1917.

## L'effort de guerre des agriculteurs

Si les commandes de l'armée peuvent être source d'enrichissement pour les cultivateurs et éleveurs, l'effort de guerre peut aussi avoir des effets négatifs. En 1914, un recensement général des chevaux et des bêtes à corne, ainsi que les recensements des chevaux, juments, mules, mulets et voitures attelées tenus depuis plusieurs années, permettent à l'administration militaire d'établir un état des lieux précis des ressources disponibles. En effet, une loi de 1877 a légalisé les réquisitions d'animaux et de véhicules. Pour les cultivateurs, dont les bêtes sont réquisitionnées, même contre dédommagement, c'est un outil de travail essentiel qui disparaît.



**Recensement des équidés de Bois-Colombes, 1914**  
(AMBC)

Les villes, où l'agriculture est presque inexistante, participent à cet effort à leur manière.

A Bois-Colombes, on sait par exemple qu'au moins trois chevaux ont été réquisitionnés (deux pour l'artillerie et un pour la cavalerie), et que 1 300 kilos de marrons séchés ont été collectés et envoyés au Ministère de l'Agriculture pour nourrir le bétail.

«Étant à la tête d'une vacherie et ne pouvant continuer par maladie, je vous serais profondément reconnaissante si vous pouviez m'envoyer chez nous mon mari, le soldat Rigal (Jean), 31<sup>ème</sup> compagnie, mitrailleur de position, secteur postal 44. Ma clientèle se compose en majeure partie d'enfants et de vieillards, et si je ferme ces malheureux en souffriront.»

**Lettre de M<sup>me</sup> Rigal, propriétaire d'une laiterie à La Garenne-Colombes, 06/05/1917** (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

«Les soussignés, habitants de Colombes, propriétaires de chevaux, ont l'honneur de soumettre à Monsieur le Maire les difficultés et même l'impossibilité dans lesquelles ils se trouvent pour faire ferrer leurs chevaux par suite de la mobilisation des deux maréchaux-ferrants de la ville, et le prient instamment de bien vouloir faire toute diligence auprès des autorités compétentes pour que ces deux maréchaux-ferrants reviennent à Colombes où leur présence, pour le bien de la vie économique, est absolument nécessaire.»

**Pétition de 28 Colombiens, 25/09/1917**

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)



# TRAVAILLER... À L'USINE

## Une main d'œuvre-hétérogène

Mi-août 1914, en France, 25% des employés de l'industrie sont mobilisés et quittent leur poste. Un chiffre qui ne fera qu'augmenter avec les années. Comme dans le reste du pays, les entreprises de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes se retrouvent en partie paralysées.

Cette situation est d'autant plus problématique dans les usines susceptibles de participer à l'effort de guerre, comme la «Continental» (production d'obus) à Colombes et Desmarais (carburants) à La Garenne-Colombes.

Pour pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée et organiser la reprise de la production, des ouvriers mobilisés sont rappelés à l'arrière mais, la guerre se prolongeant et l'opinion publique se durcissant contre les «planqués», l'État cherche à endiguer ce phénomène. Il devient donc indispensable de recourir à des travailleurs pas toujours qualifiés, et notamment à une main-d'œuvre féminine (le taux de femmes actives passe de 10% à 20% en France entre 1914 et 1918). Ainsi, dans l'actuel territoire des Hauts-de-Seine pendant cette période, 25% des effectifs des usines aéronautiques sont constitués de femmes. On peut également y trouver des travailleurs d'origine étrangère, des mutilés de guerre...

*«J'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre demande du 29 écoulé, que M. Charlier (Georges Michel) a installé il y a assez longtemps, dans un local qu'il a loué 4 avenue de la Station, un atelier pour confectionner du papier «colle-mouches» dont il lui est resté un gros stock, l'été dernier n'ayant pas été très chaud. Il a occupé dans cet atelier un certain nombre de femmes (une dizaine) et en a fait travailler ensuite une partie à faire des paquets de chicorée. Il n'y a actuellement plus d'ouvrières dans son atelier, mais M. Charlier nous a fait déclarer que la confection des paquets de chicorée et celle du papier colle-mouches allaient bientôt reprendre.»*

**Lettre de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, 02/12/1916** (AMBC)

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre

MANGEZ MOINS DE VIANDE



**HUTUN Georges, Mutilés de guerre travaillant dans une usine, [fin des années 1910]** (Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, cote 2001.7.49)



**Essai de lances d'incendie devant l'usine Hispano-Suiza, [années 1910]** (AMBC, don de René Moreau)

## Les risques du métier



**Conditions de travail des ouvriers démobilisés, 1915** (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

Dans ces usines de guerre, la demande est importante et la production abondante. Ainsi, dès septembre 1914, l'État fixe un objectif de 100 000 obus fabriqués par jour, un chiffre qui ne sera atteint qu'en juillet 1915.

Les conditions de travail sont difficiles, les journées longues. A la raffinerie Desmarais (La Garenne-Colombes), on travaille à la chaîne de 6 heures du matin à 6 heures du soir. A l'usine «Continental» (Colombes), il n'est pas rare de travailler de nuit, de 20 heures à 6 heures (avec l'autorisation du mari pour les femmes). Certaines ouvrières y utilisent des «tours Bourel», des machines auxquelles elles sont reliées par une ceinture, ce qui leur

permet de les actionner sans utiliser leurs mains, elles aussi occupées. Il n'existe pas ou peu d'équipement de protection et les ouvriers s'exposent à divers accidents et affections, comme des maladies de peau ou respiratoires liées à la manipulation d'explosifs, ou de l'eczéma pour celles et ceux qui vernissent les obus. Malgré tout, les salaires dans ces domaines sont plus élevés qu'ailleurs, ce qui explique qu'une partie de la population se soit tournée vers cette industrie de guerre. Cela n'empêchera pas de nombreuses grèves d'éclater, notamment en région parisienne, en 1916 et 1917, pour demander une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail.



**Un atelier de l'usine Hispano-Suiza, [fin des années 1910]** (AMBC, don de l'Espace Patrimoine Safran)



# TRAVAILLER... À LA BOUTIQUE

## Des commerces fragilisés

En 1914, les boutiques sont très nombreuses à Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes. Ce sont donc de nombreux commerces qui vont perdre du personnel à la mobilisation. Certaines professions, jugées essentielles, bénéficient cependant d'un sursis d'appel (45 jours pour les boulangers colombiens).

Mais ce sont surtout les problèmes d'approvisionnement qui vont mettre en difficulté les commerçants. Ces problèmes se font particulièrement sentir à partir de 1917, date à laquelle les plaintes se multiplient. A Bois-Colombes, des blanchisseuses envoient une pétition au Maire car le charbon qui leur est attribué est en fait du grésillon (très petits morceaux) dont la qualité est insuffisante pour mener leur travail à bien. Il en va de même pour les 14 boulangers bois-colombiens qui fabriquent environ 11 500 kilos de pain par jour : la farine, produite par la minoterie des Grands Moulins de Corbeil, est souvent en retard.

A partir de 1917, la ville et la Préfecture organisent un système de livraison d'urgence aux boulangers qui n'ont de farine suffisante que pour 2 ou 3 jours de fabrication.



1914-1918



La rue Saint-Denis à Colombes, [début du 20<sup>e</sup> siècle]  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## La boutique, lieu de ravitaillement

Malgré les difficultés, les commerçants organisent leur activité, souvent essentielle à la vie de la commune et de ses habitants. Le plus souvent, cela signifie une collaboration avec l'administration communale pour les questions touchant au ravitaillement.

Certains deviennent les intermédiaires des villes, comme M. Paraf, épicier de Bois-Colombes, qui se charge de récupérer et d'organiser la distribution de diverses denrées (sucre, margarine, lentilles, viande en conserve...), ou M. Laquière, marchand de légumes bois-colombien qui organise, dans sa boutique et au marché, la vente au public des pommes de terre de ravitaillement.

A Colombes, une boucherie, fermée faute d'approvisionnement, est ouverte pour devenir une boucherie municipale : en échange d'un salaire, le boucher débite et distribue à la population la viande obtenue grâce au ravitaillement. A cette époque, pour contrer la faible production de viande française, de la «viande frigorifiée» est importée de l'étranger et vendue par les bouchers après décongélation.



La blanchisserie Bardoux à Bois-Colombes, [1911]  
(AMBC, don de Lucienne Le Picard)

«Ravitaillement en farine absolument insuffisant. Situation extrêmement critique. Plusieurs boulangers fermés. Envoyez toute urgence farine à boulangeries Bousquet, Boulon, Gois, Pironelle. Nécessité absolue augmenter trente pour cent attribution générale.»

Télégramme de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, novembre 1918 (AMBC)



Boucherie de La Garenne-Colombes, [début du 20<sup>e</sup> siècle]  
(prêt de Raymond Loucougaray)

## Le contrôle accru des pouvoirs publics

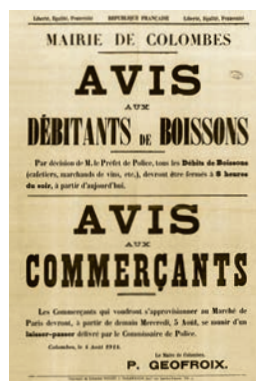


Porteuses de pain de Bois-Colombes, 1914 (AMBC)

Pour ne pas aggraver les difficultés d'approvisionnement de la population, l'État et les villes effectuent un contrôle strict des commerçants.

Dès août 1914, les villes de Colombes et

La Garenne-Colombes obligent leurs boulangers à ne produire que deux types de pain pour réguler la production. Le but principal est d'éviter la spéculation sur les denrées alimentaires destinées aux hommes et aux animaux. Le *Journal de La Garenne-Charlebourg*, en mars 1918, rappelle ainsi qu'il est interdit d'acheter du blé aux cultivateurs pour le revendre plus cher aux éleveurs. Ce contrôle s'effectue également sur la viande, dont le prix est réglementé. Un montant maximum de vente par type de viande est fixé par la Préfecture de police, et chaque commerçant se doit d'afficher clairement les prix pratiqués afin d'empêcher toute fraude.



Avis du Maire de Colombes, 04/08/1914 (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

«Un grand nombre de boulangers ayant été appelés sous les drapeaux à la suite de l'ordre de mobilisation, M. le Préfet de la Seine a décidé, en vue d'assurer la production normale et régulière du pain, de simplifier le travail de la panification. En conséquence, à partir de demain lundi 10 août 1914, il est interdit aux boulangers de fabriquer d'autres pains que le pain boulot et le pain fendu court de quatre livres<sup>1</sup>. Tout autre pain sera saisi pour être remis au bureau de bienfaisance et distribué aux pauvres.»

Avis de Pierre Geofroix, Maire de Colombes, 09/08/1914  
(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

<sup>1</sup> Le pain boulot est de forme arrondie, tandis que le pain fendu est plus long et fendu sur toute la longueur.



# SOUTENIR L'AUTRE



Partition de chanson, 1915  
(Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes – fonds Moricel)

## Donner son argent et ses ressources

Dès le début de la guerre, un élan de solidarité s'élève dans les trois villes. De nombreux particuliers et associations font des dons pour soutenir les mobilisés et leurs familles, ou les réfugiés. Ainsi, en août 1914, le Bois-Colombien M. Alba accepte de nourrir deux familles de trois personnes pendant la durée de la guerre. En octobre de la même année, les employés de la gare de Bois-Colombes récoltent et envoient à la mairie près de 90 francs. A La Garenne-Colombes, du début août à fin novembre 1914, 4 165 francs sont récoltés au total. Les dons sont en général partagés par les mairies entre différents organismes charitables, et les donateurs sont cités et remerciés lors des conseils municipaux, voire dans les journaux locaux.

«L'esprit de guerre a animé de forces nouvelles cet esprit de solidarité qui, depuis toujours, est comme la caractéristique du Français, mais que la gravité des événements et l'impitoyable barbarie de nos ennemis viennent d'accroître plus profondément, c'est-à-dire en le portant aux limites extrêmes de la générosité, du dévouement et même de l'abnégation de soi-même pour soulager ceux qui souffrent des horreurs de cette guerre maudite [...]»

Extrait d'une délibération du Conseil municipal de Colombes, 1916  
(Archives municipales de Colombes)

## Donner son temps

Il est possible de s'engager, de façon plus ou moins durable, dans des associations ou des actions de soutien aux soldats et aux nécessiteux. Certains le font dans un cadre professionnel, comme le docteur Boulanger qui accepte de remplacer, en tant que médecin du Bureau de bienfaisance de Bois-Colombes, un confrère mobilisé, de façon bénévole pour que ce dernier puisse conserver son salaire. Des personnes extérieures apportent un soutien ponctuel : en 1917, on demande à l'actrice parisienne Renée Ludger, dite «Poil de Carotte», de participer à une matinée de bienfaisance de l'Œuvre du Tricot du Soldat, une association bois-colombienne. Quant aux particuliers, ils peuvent simplement donner leur temps dans les associations.



Bénévole aidant les infirmières d'un hôpital auxiliaire de Bois-Colombes, [1914-1918] (AMBC, don de Chantal Denis)

Les élèves des écoles participent à leur façon : ainsi, pendant l'hiver 1914, des jeunes Garennois envoient à 12 soldats des colis contenant des vêtements, divers objets, et des petits bouquets tricolores porte-bonheur, réalisés par des élèves de maternelle. Dans le même esprit, Marcelle Lerouge, scolarisée dans un lycée à Paris, dessine avec ses camarades des cartes patriotiques qui seront envoyées à de jeunes Alsaciennes.

Les dons en nature sont également fréquents. A La Garenne-Colombes par exemple, des particuliers et commerçants offrent de la nourriture (gâteaux, viande, charcuterie...) ou des ustensiles de cuisine aux organismes distribuant des repas gratuits, et plusieurs boulangers et pharmaciens acceptent en 1916 de fournir au Bureau de bienfaisance du pain et des médicaments à prix réduits.

## Insignes et tombolas



Carte vendue au profit des soldats aveugles, 1915  
(prêt de Georges Galliano)

Pour toucher une population plus large et avec des moyens parfois minimes, des journées nationales sont organisées dès 1914. Journée belge, journée du poilu, journée de l'armée d'Afrique et des troupes coloniales... Ces manifestations, destinées à aider un secteur précis (réfugiés, soldats en permission, etc.), sont mises en place par des organismes de secours ou par le Parlement. Dans la rue, des quêteuses bénévoles vendent à la population, contre quelques pièces, des insignes en carton, des cartes dessinées ou des billets de tombola. Les bénéfices sont reversés à diverses œuvres.

«Aujourd'hui 12 millions de petits drapeaux belges sont vendus au profit de nos malheureux alliés réfugiés. 4 millions ont été réservés à Paris et à sa banlieue. 10 000 vendeuses se répandent dans les rues, elles ont la chance d'avoir un temps magnifique. [...] Demain, on quêtera aussi au lycée.»  
Journal de la jeune Bois-Colombienne Marcelle Lerouge, 20/12/1914, p. 105

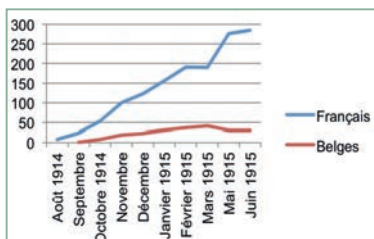
Ces journées sont en général un succès. Ainsi, en 1915, dans les trois villes, 5 740 francs sont collectés à l'occasion des Journées du 75 (pour apporter du confort aux combattants), 5 835 francs pour la Journée des Orphelins, 5 892 francs pendant la Journée de Paris (au profit des œuvres de guerre de la ville de Paris), et 7 911 francs pour la Journée française (bénéfices versés au Comité de Secours national).

# ÊTRE UN RÉFUGIÉ

## Un exode massif et durable

En 1918, la France accueille environ 2 millions de réfugiés. Principalement venues de Belgique, du nord et de l'est de la France, les premières vagues, dues aux évacuations, ont débuté dès août 1914, puis se sont intensifiées au fur et à mesure de l'avancée et de l'occupation allemande.

A Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes, des réfugiés sont accueillis dès 1914, mais c'est à partir de 1915, de nombreux territoires étant devenus des zones de bataille, que le phénomène s'accroît : de 8 personnes réfugiées à Bois-Colombes en août 1914, on passe à près de 5 000 personnes en septembre 1918.



Evolution du nombre de réfugiés à Bois-Colombes, 1914-1915<sup>1</sup>

Pour ces expatriés, la fin des hostilités ne sera pas immédiatement synonyme de retour dans leur région d'origine. En 1921, on trouve encore plusieurs familles réfugiées dans les trois villes.

## Portrait des réfugiés

Les statistiques réalisées par la ville de Bois-Colombes concernant les réfugiés nécessitent nous permettent d'avoir une idée du profil des personnes réfugiées dans la ville d'août 1914 à juin 1915. Les Français y sont très largement majoritaires, les Belges ne dépassant jamais 18% de la population accueillie. Parmi les premiers, la plupart viennent de la Marne, du Nord, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Somme, des Ardennes ou encore de l'Aisne.

Bien que les familles soient nombreuses, environ 20% de cette population est constituée de personnes seules. On peut imaginer que des familles aient été séparées à la mobilisation ou pendant les évacuations ; en 1915, deux enfants sans leurs parents vivent à Bois-Colombes. Pour les autres, les familles sont en général composées d'un ou deux parents, des enfants et d'autres membres comme les grands-parents. Si les moins de 16 ans représentent 50 à 60% de l'ensemble des réfugiés en 1914, ce chiffre s'inverse et ils ne sont plus que 25% environ en 1915.

<sup>1</sup> Ces chiffres ont été calculés d'après les statistiques de demandes de secours financiers et ne concernent donc que les réfugiés ayant fait ces demandes. Le mois d'avril 1915 est lacunaire.



Illustration réalisée par le Bois-Colombien Eugène Damblanc pour le Supplément illustré du Petit Journal, 1916

(Archives départementales des Hauts-de-Seine)

«Je suis informé par Madame Gervoise du désir manifesté par Monsieur Fürnkranz avant son départ de voir son pavillon occupé, si besoin en était, par des réfugiés. Nous avons précisé à nous occuper de réfugiés notables, gros industriels provisoirement sans ressources, et qu'il nous répugne de loger dans de vagues hôtels ou, d'ailleurs, la place commence à manquer.»

Lettre du secrétaire de la mairie de Bois-Colombes, 09/12/1914 (AMBC)

«M. et Mme Husson, 65 et 62 ans, réfugiés [...], demandent leur rapatriement. M. Husson, fait prisonnier civil par les Allemands, est rentré en France par la Suisse au bénéfice d'un échange, et a rejoint sa femme, réfugiée ici depuis le mois de septembre...»

Lettre de Jules Collaine, Maire de Bois-Colombes, 22/03/1915 (AMBC)

«Nous avons fait un excellent mais bien fatigant voyage. Nous sommes très bien ici, sous tous les rapports, mais avons hâte malgré tout de retourner chez nous, ce qui sera bientôt j'espère [...]. Il paraît que notre pauvre petit pays est d'un aspect terrifiant, ruines partout et pillage complet.»

Carte postale de Mme Porquerelle, réfugiée à Colombes, 23/08/1918 (prêt de Georges Galliano)

## Vivre loin de chez soi

La plupart des familles réfugiées sont parties dans la précipitation, en emportant que quelques affaires et un peu d'argent. Pour les aider, l'État organise un système d'allocations pour ceux qui n'ont pas de ressources suffisantes : 1,25 francs par jour par adulte (0,5 franc par enfant de moins de 16 ans). Des chiffres qui seront rehaussés à 1,5 et 0,75 francs par jour en 1917. Ces dépenses, avancées par les communes, augmentent de façon importante, les réfugiés étant de plus en plus nombreux, et leurs économies de plus en plus maigres au fur et à mesure de la guerre. Des secours en nature existent également, provenant des Bureaux d'assistance/bienfaisance ou d'œuvres privées alimentées par les dons des particuliers : médicaments, vêtements, jouets, etc.

Le nombre de réfugiés augmentant, il devient difficile de loger tout le monde : en 1915, le Maire de Bois-Colombes signale qu'il y a une pénurie de logements (maisons vacantes, hôtels) dans la ville. Il propose d'utiliser les habitations des Allemands et Autrichiens vivant à Bois-Colombes et évacués au début de la guerre, mais n'en reçoit pas la permission. Malgré tout, les familles s'installent et scolarisent leurs enfants dans les écoles environnantes. Les jeunes hommes belges se verront obligés, à partir de mars 1915, de se signaler en vue de leur mobilisation au sein de la milice nationale belge.



Maison des Fürnkranz à Bois-Colombes, utilisée pour loger des réfugiés, 1913 (AMBC, don de Rachel Linde)



# ÊTRE UN ÉTRANGER

## Une population cosmopolite

À la veille de la Première Guerre mondiale, la région parisienne compte un nombre important d'habitants de nationalité étrangère, qui vivent et travaillent sur place. Les recensements de 1911 indiquent que près de 5% des habitants de Colombes et de Bois-Colombes ne sont pas Français. Leurs nationalités sont diverses (Belges, Suisses, Italiens, Anglais, Luxembourgeois, etc.), mais les Allemands et les Autrichiens constituent presque 1% de la population dans les deux villes.

## Souçons et violences

Lorsque la guerre éclate, un climat de soupçon, nourri depuis plusieurs années par la presse nationaliste, s'installe en France. Supposés espions des puissances ennemies, de nombreux Allemands et Autrichiens sont menacés par la population, et des magasins à consonance germanique sont détruits. Les Alsaciens-Lorrains, de nationalité allemande depuis la défaite française de 1870, sont à la fois l'objet de solidarité patriotique et de doutes.

*«Les Allemands ont envahi la Belgique sans déclaration de guerre. La population est indignée. Nous entendons des menaces et des insultes de la part de gens qui, quelques jours auparavant, se sentaient flattés que nous les saluions. [...] Une de mes connaissances [me dit] : Vous ne devriez pas dormir à la maison cette nuit [...] nous l'avons appris par hasard, on projette d'attaquer votre maison à la tombée de la nuit.»*

*Journal d'Hélène Fürnkranz, Bois-Colombienne autrichienne, 04-05/08/1914* (AMBC, don de Rachel Linde)

Les pouvoirs publics et la presse, par leur discours souvent machiné, confortent cette situation. En 1917, le Conseil municipal de Colombes achète 2 000 exemplaires d'une brochure sur les crimes de guerre commis par les Allemands, pour les distribuer aux instituteurs et aux élèves des écoles communales, espérant ainsi propager des idées patriotiques dans l'ensemble des familles. Dans le *Journal de La Garenne-Charlebourg*, les «atrocités allemandes» font fréquemment la une, et de petits entrefilets intitulés «Bocheries» tourment en dérision les Allemands.

Les étrangers des pays neutres, s'ils sont moins stigmatisés, font tout de même l'objet de soupçons : en 1917, alors qu'un Espagnol s'apprête à ouvrir un cinéma à Bois-Colombes, le Maire demande à ce que «dirigées désormais par un étranger, les séances [...] soient] particulièrement modérées de façon à n'offrir jamais un spectacle à tendances déprimantes, anarchistes, immorales ou apologistes de crimes.»



*«Kathédrale : cible pour obus de 420.*

*Kamarade : terme s'appliquant au guerrier ennemi, lorsqu'il est le plus fort.*

*Kapout : terme définissant le sort du guerrier ennemi, lorsqu'il est le plus faible.»*

*Journal de La Garenne-Charlebourg, août 1915* (Archives municipales de La Garenne-Colombes)

*«Et vous allez nous obliger, nous et nos pensionnaires, à vivre dans la promiscuité d'un camp de concentration !»*

*Extrait du livret «La chasse aux maisons boches», [1914]* (AMBC, don de Christian Gallot)

<sup>1</sup> Ces camps, qui ont pour but de rassembler certaines populations, ne doivent pas être confondus avec certains camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale, destinés à l'extermination.

<sup>2</sup> Des camps d'internement de prisonniers civils existent également dans les autres pays acteurs du conflit, comme en Allemagne.



**Les Fürnkranz, famille autrichienne vivant à Bois-Colombes, 1910** (AMBC, don de Rachel Linde)

## Evacués, déportés, internés



**Cabanes du camp de Notre-Dame de Garaison, [1915]** (AMBC, don de Rachel Linde)



**Distribution de la soupe à Notre-Dame de Garaison, [1914-1915]** (AMBC, don de Rachel Linde)

Des mesures officielles viennent rapidement toucher les étrangers vivant dans les trois villes. Le premier jour de la mobilisation, des affiches sont placardées pour leur ordonner de se rendre immédiatement en mairie où on leur délivrera un permis de séjour. Cette mesure sera complétée en 1917 par la création d'une carte d'identité spécifique, avec un système de

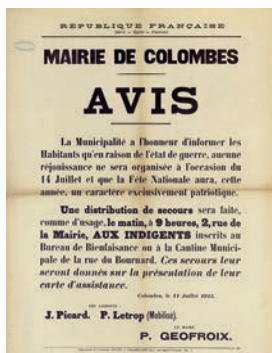
visas pour contrôler les déplacements.

Dès le début du mois d'août 1914, il est prévu que les Allemands et les Autrichiens vivant en France pourront retourner dans leur pays d'origine. Mais, très vite, la pénurie de trains mobilisés pour les départs sur le front rend ces trajets impossibles. En outre, la volonté du gouvernement français d'éviter le retour des hommes en âge de se battre en Allemagne ou en Autriche mène à la création de camps d'internement, aussi appelés camps de concentration<sup>1</sup>, où sont rassemblées les populations d'origine allemande ou autrichienne, ainsi que toutes les personnes considérées comme suspectes ou indésirables (certains Alsaciens, tsiganes, etc.). Plusieurs familles vivant à Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes devront ainsi quitter leur foyer pour rejoindre le camp de Notre-Dame de Garaison dans les Hautes-Pyrénées<sup>2</sup>. Les femmes, enfants et hommes âgés ou infirmes en seront progressivement libérés, à partir de fin 1914, et pourront retourner dans leur pays d'origine. En revanche, les hommes mobilisables y resteront jusqu'au printemps 1918.

# SE DISTRAIRE ET S'INSTRUIRE

1914-1918

Des quotidiens bouleversés par la guerre



**Suppression de la fête du 14 juillet à Colombes, 11/07/1915**  
(Archives municipales de Colombes)

«*Jour des Morts ; la pluie ne cesse de tomber. Nous visitons aux Tuileries, au Jeu de Paume, l'exposition des objets fabriqués par nos soldats dans leurs moments de loisir aux tranchées ou au repos. Il y a là de fort jolies choses : bagues faites avec les fusées d'obus allemands, encriers, porte-plume, coupe-papier, et une foule d'autres bibelots. Un orchestre nous joue quelques morceaux sur des instruments fabriqués dans les mêmes conditions.*»

**Extrait du journal de la jeune Bois-Colombienne Marcelle Lerouge, 02/11/1915, p. 296**

## Divertissements sous contrôle

Malgré tout, les façons de se divertir ne manquent pas, surtout dans les zones urbaines comme la région parisienne.

Si les théâtres souffrent du couvre-feu institué à la fin de la guerre, les cinémas, qui proposent aussi des séances dans la journée, voient fortement augmenter leur fréquentation entre 1914 et 1918.

Parmi ces derniers, on trouve notamment l'Eden-Palace à La Garenne-Colombes (boulevard de la République), le Kursaal à Colombes (rue des Vallées) ou le Biorama à Bois-Colombes (rue Mertens). Néanmoins, ceux qui cherchent à s'évader au théâtre ou au cinéma sont très souvent rattrapés par la réalité. Touchés par la censure, la plupart des pièces et films ont des thèmes patriotiques : privations de la population, sacrifices des soldats... Les films sont invariablement précédés des « actualités de la guerre », tournées en studio et non sur les lieux pour ne pas démoraliser la population.

La presse, lue par une grande majorité des Français, est elle aussi un important outil de canalisation des esprits et les discours patriotiques y ont une large place.



De la même façon, les chansons qui fleurissent à cette période, comme celles du chansonnier bois-colombien Alexandre Le Bruyant, célèbrent et déplorent, sur des airs joyeux ou tragiques, les faits d'armes, les sacrifices des civils, ou encore la cruauté des ennemis.

**Illustration du Bois-Colombien Eugène Damblanc pour le Supplément illustré du Petit Journal, 1916** (Archives départementales des Hauts-de-Seine)

## Loisirs disparus

La guerre a aussi un impact sur les divertissements. Trop coûteuses, les fêtes foraines sont supprimées à Bois-Colombes et n'ont toujours pas été rétablies en 1919. A La Garenne-Colombes, en décembre 1915, le journal municipal annonce qu'«*on ne réveillonnera pas encore cette année...*» : pas d'éclairage festif dans les rues ni d'ouverture tardive pour les cafés et restaurants.

Ceux qui suivent les cours du soir de l'Association philotechnique de Bois-Colombes doivent y renoncer en février 1918. Les fenêtres de l'école municipale qui accueille les cours ne sont pas pourvues de rideaux, et il serait trop dangereux de laisser filtrer des lumières en ces temps de bombardements. Quant à la bibliothèque municipale de Bois-Colombes, elle a fermé ses portes au début de l'année 1915, après la mobilisation de l'unique bibliothécaire.

## Réjouissances patriotiques

A l'initiative de particuliers ou d'associations, les «*matinées*» au profit d'œuvres diverses (hôpitaux militaires, mutilés de guerre, etc.) se succèdent, organisées dans des salles prêtées par les municipalités ou même dans des jardins privés. Des artistes amateurs ou professionnels viennent et interpréter des chansons et des extraits de pièces, réciter des poèmes, jouer du piano ou donner des imitations, avant de faire une quête.



**Partition de la chanson « Ils m'ont volé mes yeux », [1915]**  
(Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes – fonds Moricel)

Diverses manifestations permettent au public de toucher du doigt, de façon très cadrée, les événements du front, comme les défilés de troupes du 14 juillet qui font se déplacer les foules. Au stade de Colombes, en août 1918, quatre tanks font une démonstration, et pour 10 francs, les spectateurs peuvent même monter à bord pour une courte promenade. Quelques mois plus tard, peu après l'armistice, le passage d'un bataillon de chasseurs alpins à La Garenne-Colombes fait l'objet d'une parade publique dans la ville, à laquelle participent la fanfare municipale et tous les enfants des écoles.

*Le peuple dans la rue fourmille,  
C'est aujourd'hui l'Quatorz' Juillet,  
On est sorti tous en famille  
Pour en célébrer le succès, [...]  
Chacun, sur le boulevard  
S'installe sans retard.  
Les pieds s'écrasent bien un peu  
Mais la souffrance n'est qu'un jeu.*

*Il pleut pour commencer  
Mais l'soleil va briller  
Et dans l'dos des sergots  
S'presse la foul' des Parigots ! [...]  
Ce n'est qu'un cri,  
Acclamant le Pays,  
C'est la voix de Paris,  
La Marseillaise !*

**Extrait de la chanson «14 juillet 1916» d'Alexandre Le Bruyant, [1916]** (AMBC)



# PARTIR, REVENIR

## Exodes

Après une entrée en guerre confiante, les premières rumeurs de l'avancée allemande se répandent en région parisienne à la fin du mois d'août 1914. Suivies par le déplacement du gouvernement français à Bordeaux début septembre, ces nouvelles créent des mouvements de panique dans la population.

A Bois-Colombes, les départs d'habitants souhaitant quitter la région sont encadrés, à partir du 26 août, par des bénévoles non mobilisés. Beaucoup d'habitants reviendront pendant le mois de septembre 1914, après que l'assaut allemand, qui avait avancé jusqu'à 30 km de Paris, ait été repoussé au cours de la première bataille de la Marne.

Une nouvelle vague de départs a lieu en 1918 : de mars à août, Paris et sa région sont bombardées par l'ennemi qui utilise des avions la nuit et des canons le jour. Plusieurs familles choisissent alors d'envoyer leurs enfants à la campagne.

Pour ceux qui n'ont pas de famille en province, le département, les villes et les œuvres privées organisent des départs groupés vers des hébergements payants. Le «placement» des enfants de 3 à 13 ans est cependant subventionné à plus de moitié par le Département, et dans certains cas par les villes (6 francs par mois et par enfant à Bois-Colombes et La Garenne-Colombes).

195 enfants bois-colombiens sont ainsi envoyés en juin et juillet 1918 dans le Loir-et-Cher, les Landes, la Vienne et les Deux-Sèvres, et reviendront à partir de fin septembre. A La Garenne-Colombes, au moins 150 enfants quittent la région à la même période, profitant de trajets en train gratuits.

«Nos enfants placés à Saint-Aignan et Neung-sur-Beuvron sont rentrés le 1<sup>er</sup> octobre. Pesés et mesurés le 6 octobre, le rapprochement de leur taille et poids avec ceux pris à leur départ a permis de constater qu'ils avaient en moyenne grandi de deux centimètres et augmenté de 3 kilogrammes. Il n'y a eu ni malade non transportable au retour, ni accident.»

**Délibération du Conseil municipal de Bois-Colombes, 03/11/1918** (AMBC)

## Sur les rails

Pour ceux qui entreprennent l'exode de l'été 1914, après avoir obtenu un sauf-conduit pour sortir du camp retranché de Paris<sup>1</sup>, la route sera souvent longue et difficile. Les véhicules individuels sont rares et, bien que leur nombre ait été augmenté, les trains sont pris d'assaut, d'autant plus que les déplacements de troupes mobilisent de nombreux wagons ; les voyages durent souvent plusieurs jours.

Si la situation revient à la normale après quelques semaines, le train demeure un moyen de transport trop coûteux pour de nombreux ménages dénués de ressources après la mobilisation du chef de famille. Il n'est donc pas rare de voir les maires demander aux compagnies de chemin de fer, au nom de certains administrés, des réductions sur le prix des



**La Gare de Bois-Colombes, 1919** (AMBC)

billets pour divers motifs : une femme souhaitant visiter son mari sur le front avant qu'il ne parte au combat, une jeune fille allant assister sa famille en province, des réfugiés demandant leur rapatriement, etc.

«Sur tout le parcours, on a ajouté de nombreux wagons, même des wagons de marchandises, pour les voyageurs. Mais quel voyage ! Nous avons certainement gagné le record de la lenteur. Après quarante-deux heures nous sommes arrivés seulement à Caen, rompus, fourbus par deux nuits sans sommeil. [...] Des arrêts à chaque instant ; nous arrivons à Mantes avant la nuit, puis le jour baisse et nous sommes toujours là. Un train de soldats anglais est arrêté près de nous ; ils descendent pour chercher de l'eau et parlent à des personnes de notre train. Nous apprenons qu'il y a eu un déraillement et nous rétrogradons pour prendre une autre ligne. Nous voyageons toute la nuit.»

**Journal de la Jeune Bois-Colombienne Marcelle Lerouge, 04/09/1914, p. 65**



**La famille Fürnkranz en motocycle à Bois-Colombes, 1908** (AMBC, don de Rachel Linde)

## Restrictions et réquisitions de véhicules

Les rares possesseurs de voitures connaissent eux aussi des difficultés. Avec les restrictions, l'essence est rationnée et son prix augmente. En 1918, en raison de l'insuffisance de l'éclairage public, le concessionnaire fournissant un service de voiture d'ambulance à la ville de Bois-Colombes refuse les trajets de nuit. Malgré tout, un conducteur bois-colombien accepte de mettre en partie son véhicule à disposition de la ville pendant toute la guerre, et sera récompensé en bons d'essence. Les réquisitions militaires touchent aussi les autres véhicules, et plusieurs Bois-Colombiens doivent céder leurs bicyclettes. Les propriétaires de voitures et cycles réquisitionnés sont normalement compensés en bons du Trésor, même si des incidents arrivent. En septembre 1914, le 124<sup>e</sup> régiment de ligne, cantonné à Bois-Colombes, emmène avec lui le camion d'un particulier qui était stationné sur la place de la République, sans dédommager ce dernier.

**Carte de déclaration d'une automobile, 1913** (AMBC, don de Serge Verheyewegem)



<sup>1</sup> Zone de 30 kilomètres autour de Paris comprenant des fortifications destinées à défendre la capitale.

# REMERCIEMENTS ET SOURCES

## La ville de Bois-Colombes remercie pour leur contribution, leurs dons et leurs prêts :

Les Archives municipales et le Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, et notamment Sylvie CREPIN, Christine DESSEMME, Émilie GAYDON et Michèle MORNET ;

Les Archives municipales de La Garenne-Colombes, et notamment Kamel BRAHIMI et Hélène PAIGNON ;

Les Archives départementales des Hauts-de-Seine, et notamment Blandine BUSSON ;

L'Association Monphi et notamment Philippe BELLEUVRE ;

L'Association des amis de l'histoire de Colombes, Bois-Colombes et La Garenne-Colombes, et notamment Christian LEBRUMENT ;

L'Association des amis du musée d'art et d'histoire de Colombes et notamment Élisabeth LEZÉ-OLIVIER ;

L'Espace Patrimoine Safran et notamment Dominique PROT ;

Les donateurs et prêteurs : Michel BAPTISTE, Joëlle BERTHOMÉ, Olivier BLANCHARD, Philippe CHENEBAULT, Chantal DENIS, Georges GALLIANO, Christian GALLOT, Marie-Renée HUET, Guy KIMPYNECK, Lucienne LE PICARD, Rachel LINDE, Raymond LOUCOUGARAY, René MOREAU, Danièle PATRU, Christophe ROBIN, Christiane ROLANDO et Serge VERHEYLEWEGEM ;

Les services de la ville de Bois-Colombes : les services Archives-Documentation et Communication pour la conception de l'exposition, le Pôle Aménagement urbain et Services techniques, la Direction de l'Action culturelle, les services Enseignement et Moyens Généraux.

## Sources

Fonds des Archives municipales de Bois-Colombes, Colombes et La Garenne-Colombes, du Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes et des Archives départementales des Hauts-de-Seine.

ALARY Éric, *La Grande Guerre des civils. 1914-1919*, Paris, Éditions Perrin, 2013, 455 p.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE, *Archiclasse : les étrangers pendant la Première Guerre mondiale*, 2016, n°30.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE, *Les Hauts-de-Seine dans la Grande Guerre : s'armer/subir/se souvenir*, Nanterre, Conseil général des Hauts-de-Seine, 2015, 15 p.

ASSOCIATION DES AMIS DU MUSÉE MUNICIPAL D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES, *Le muséofil. La vie quotidienne à Colombes pendant la Grande Guerre (1), numéro spécial*, Colombes, Association des amis du Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, 2017.

ASSOCIATION DES AMIS DU MUSÉE MUNICIPAL D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES, *Le muséofil. La vie quotidienne à Colombes pendant la Grande Guerre (2), numéro spécial*, Colombes, Association des amis du Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, 2018.

ASSOCIATION DES AMIS DU MUSÉE MUNICIPAL D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES, *Le muséofil : Colombes et ses environs, histoire ferroviaire, 1837-1937, numéro spécial*, Colombes, Association des amis du Musée municipal d'art et d'histoire de Colombes, Paris, Cercle ouest parisien d'études ferroviaires, 2011.

CAIRE Raymond, *Aux armes citoyennes 1914-1918*, Saint-Denis, Edilivre, 2013, 153 p.

CHATRIOT Alain, CHESSSEL Marie-Emmanuelle, HILTON Matthew (sous la dir. de), *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 2005, 432 p. (Espace de l'histoire).

COCHET François, *La Grande Guerre. Fin d'un monde, début d'un siècle*, Paris, Éditions Perrin, 2018, (Collection tempus).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE, *Département de la Seine. Direction des affaires départementales. État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, publié sous les auspices du Conseil général. Bois-Colombes. Notice historique et renseignements administratifs*, Montévrain, Imprimerie typographique de l'école d'Alembert, 1904, 98 p.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE, *Département de la Seine. Direction des affaires départementales. État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, publié sous les auspices du Conseil général. Colombes. Notice historique et renseignements administratifs*, Montévrain, Imprimerie typographique de l'école d'Alembert, 1905, 148 p.

CRIBIER Françoise, «Histoire de la vieillesse en France, 1900-1960. Du vieillard au retraité. Elise Feller», *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2008, n°1, p.162-165.

CUBERO José, *Le camp de Garaison. Guerre et nationalités. 1914-1919*, [Pau], Éditions du CAIRN, 2017, 235 p.

FARON Olivier, «Aux côtés, avec, pour les pupilles de la nation. Les formes de mobilisation en faveur des orphelins de la Première Guerre mondiale», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, n°205, p.15-33.

GALLOT Christian, *Nouvelle histoire de Bois-Colombes. De Louis Philippe à Charles de Gaulle, 1845-1945*, Bois-Colombes, C. Gallot, 2011, 113 p.

GEORGÉ Jacques, «Retraites : une histoire récente, une situation fragile», *Les cahiers pédagogiques*, 2005, n°429-430.

GUILLAUME Pierre, «Le recours aux structures de proximité : une constante de l'aide aux plus démunis : XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles», *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2009, n°2, p.31-44.

GUNTHER André, TOULET Emmanuelle, *Paris 14-18, la guerre au quotidien. Photographies de Charles Lansiaux*, Paris, Paris Bibliothèques, 2013, 240 p.

LECLERC Alexandre, *Des chansons... des vers... la Grande Guerre. Préface d'Ernest La Jeunesse*, s.l., s.n., s.d., 146 p.

LEROUGE Marcelle, *Journal d'une adolescente dans la guerre : 1914-1918*, Paris, Hachette littératures, 2004, 495 p.

LLOSA Marie, «Le travail des femmes dans les usines de guerre de la France méridionale (1914-1918)», *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, 2008, n°262, p.205-217.

MORIN-ROTUREAU Évelyne (sous la dir.de), *Françaises en guerre : 1914-1918*, Paris, Éditions Autrement, 2013, 223 p.

MUSÉE MUNICIPAL D'ART ET D'HISTOIRE, *Des noms qui marquent. 100 ans d'activité économique et industrielle à Colombes*, Colombes, Musée municipal d'art et d'histoire, 2010, 51 p.

NAKAJIMA Toshikatsu, «L'impact de la guerre de 1914-1918 sur l'industrie mécanique de la Région Parisienne», *Histoire, économie et société*, 1993, n°4, p.537-552.

NIVET Philippe, «Les municipalités en temps de guerre (1814-1944)», *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2013, n°20, p.67-88.

PERRÉE Yves, ALIADÈRE Élisabeth, *La Garenne-Colombes. 1910-1985*, [La Garenne-Colombes], Syndicat d'initiative de La Garenne-Colombes, 1985, 51 p.

POLETTI Mattéo, *Colombes historique (faits, documents, images et personnages). Des origines à la fin de la Seconde Guerre mondiale*, Colombes, Maison des jeunes et de la culture, Théâtre de Colombes, 1984, 255 p.

QUÉNÉHEN Léon, *Histoire de Bois-Colombes*, Paris, Jouve et Cie, 1946, 215 p.

QUÉNÉHEN Léon, *Histoire de Colombes à travers les âges (ouvrage orné de 40 planches et de 64 illustrations, de quatre plans et d'une carte officielle de la commune)*, Paris, Jouve et Cie éditeurs, 1937, 415 p.

Sites internet de l'encyclopédie libre Wikipédia et de l'Institut national d'études démographiques (INED).



DANS LE CADRE DES COMMÉMORATIONS  
DU CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

